



Comité des accords commerciaux régionaux

PRÉSENTATION FACTUELLE

**ACCORD DE PARTENARIAT ÉCONOMIQUE INTÉRIMAIRE ENTRE L'UNION EUROPÉENNE
ET DES ÉTATS D'AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE (MADAGASCAR,
MAURICE, SEYCHELLES ET ZIMBABWE)
(MARCHANDISES)**

Rapport du Secrétariat

Le présent rapport, préparé pour l'examen de l'Accord de partenariat économique intérimaire entre l'Union européenne et des États d'Afrique orientale et australe (Madagascar, Maurice, Seychelles et Zimbabwe), a été établi par le Secrétariat de l'OMC sous sa propre responsabilité et en pleine consultation avec les Parties. La présentation factuelle reprend dans toute la mesure possible la terminologie utilisée dans l'Accord et les observations formulées et n'implique ni reconnaissance ni acceptation officielles de cette terminologie de la part du Secrétariat. Le rapport a été rédigé conformément aux règles et procédures énoncées dans la Décision relative au Mécanisme pour la transparence des accords commerciaux régionaux (WT/L/671) et n'implique donc, de la part du Secrétariat, aucun jugement de valeur quant au contenu de l'Accord.

Les questions d'ordre technique concernant ce rapport peuvent être adressées à Mme Rohini Acharya (tél.: +41 22 739 5874). Les questions d'ordre statistique concernant ce rapport peuvent être adressées à Mme Rowena Cabos (tél.: +41 22 739 5185).

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
1 ENVIRONNEMENT COMMERCIAL.....	4
2 ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD.....	7
2.1 Renseignements généraux.....	7
3 DISPOSITIONS SUR LE COMMERCE DES MARCHANDISES.....	9
3.1 Droits, impositions et restrictions quantitatives à l'importation	9
3.1.1 Dispositions générales.....	9
3.1.2 Libéralisation des échanges et des lignes tarifaires.....	11
3.1.3 Calendriers de libéralisation	14
3.1.3.1 Union européenne.....	14
3.1.3.2 États d'Afrique orientale et australe.....	15
3.1.4 Contingents tarifaires	20
3.2 Règles d'origine.....	20
3.3 Droits, impositions et restrictions quantitatives à l'exportation	22
3.4 Dispositions réglementaires de l'Accord	22
3.4.1 Normes	22
3.4.1.1 Mesures sanitaires et phytosanitaires	22
3.4.1.2 Obstacles techniques au commerce	22
3.4.2 Mécanismes de sauvegarde.....	22
3.4.2.1 Mesures de sauvegarde globales.....	22
3.4.3 Mesures de sauvegarde bilatérales.....	23
3.4.4 Mesures antidumping et mesures compensatoires.....	24
3.4.5 Subventions et aide publique	25
3.4.6 Procédures douanières	25
3.5 Dispositions sectorielles de l'Accord	26
3.5.1 Sucre	26
3.5.2 Pêche.....	26
3.5.2.1 Pêche maritime.....	27
3.5.2.2 Développement de la pêche continentale et de l'aquaculture	27
4 DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD.....	27
4.1 Transparence	27
4.2 Paiements courants et mouvements de capitaux	27
4.3 Exceptions.....	27
4.4 Adhésion et dénonciation.....	28
4.5 Cadre institutionnel	29
4.6 Règlement des différends	29
4.7 Rapports avec d'autres accords conclus par les Parties.....	30
4.8 Marchés publics.....	32

4.9 Droits de propriété intellectuelle	32
4.10 Coopération économique et coopération au développement	32
ANNEXE 1.....	34

Faits essentiels

Parties à l'Accord:	Madagascar, Maurice, Seychelles, Zimbabwe et Union européenne
Date de signature:	29 août 2009
Date d'entrée en vigueur:	14 mai 2012 (application provisoire avant l'achèvement de la procédure de ratification par l'ensemble des parties signataires)
Date de notification:	27 juillet 2012
Mise en œuvre intégrale:	1 ^{er} janvier 2022

1 ENVIRONNEMENT COMMERCIAL¹

1.1. L'Accord intérimaire établissant un cadre pour un accord de partenariat économique (ci-après "l'Accord") entre l'UE et des États d'Afrique orientale et australe (AfOA) est le 25^{ème} ACR de l'UE notifié² à l'OMC. Parmi les États AfOA pour lesquels l'Accord est en vigueur, cet accord est le deuxième ACR notifié pour Madagascar, le troisième pour Maurice, le premier pour les Seychelles et le quatrième pour le Zimbabwe; les autres États AfOA, à savoir les Comores et la Zambie, n'ont pas signé l'Accord, mais les discussions à cette fin menées avec les Comores se poursuivent.

1.2. L'UE est le deuxième négociant mondial de marchandises (en excluant le commerce intra-UE) tant pour les exportations que pour les importations, ses exportations étant évaluées à 2 415 milliards d'euros et ses importations à 2 188 milliards d'euros en 2013. Parmi les États AfOA, Maurice est le plus gros négociant, puisqu'elle occupe le 97^{ème} rang mondial en termes d'exportations et le 99^{ème} en termes d'importations, suivie par le Zimbabwe, qui occupe le 98^{ème} rang mondial en termes d'exportations et le 108^{ème} en termes d'importations. Madagascar est le 107^{ème} exportateur mondial et le 117^{ème} importateur mondial de marchandises; les Seychelles sont le 138^{ème} exportateur mondial et le 140^{ème} importateur mondial de marchandises.

1.3. Les échanges avec l'Union européenne sont importants pour les économies des États AfOA. En 2014, l'Union européenne était la principale destination des exportations de marchandises de trois des quatre États AfOA (elle représentait 49,1% des exportations mauriciennes, 49,8% de celles de Madagascar et 59,3% de celles des Seychelles). Elle est la troisième destination des exportations du Zimbabwe (5%). En 2014, l'UE était la première source des importations de marchandises des Seychelles (33,6%), la deuxième source des importations mauriciennes (20,8%) et de celles de Madagascar (15,6%), et la troisième source des importations du Zimbabwe (même si elle n'en représentait que 8,6%). Pour l'UE, Maurice est la 75^{ème} source d'importations, suivie par Madagascar (78^{ème}), le Zimbabwe (91^{ème}) et les Seychelles (109^{ème}). En termes d'exportations, Maurice est le 91^{ème} marché pour les marchandises exportées de l'UE, suivie par Madagascar (112^{ème}), les Seychelles (136^{ème}) et le Zimbabwe (139^{ème}).

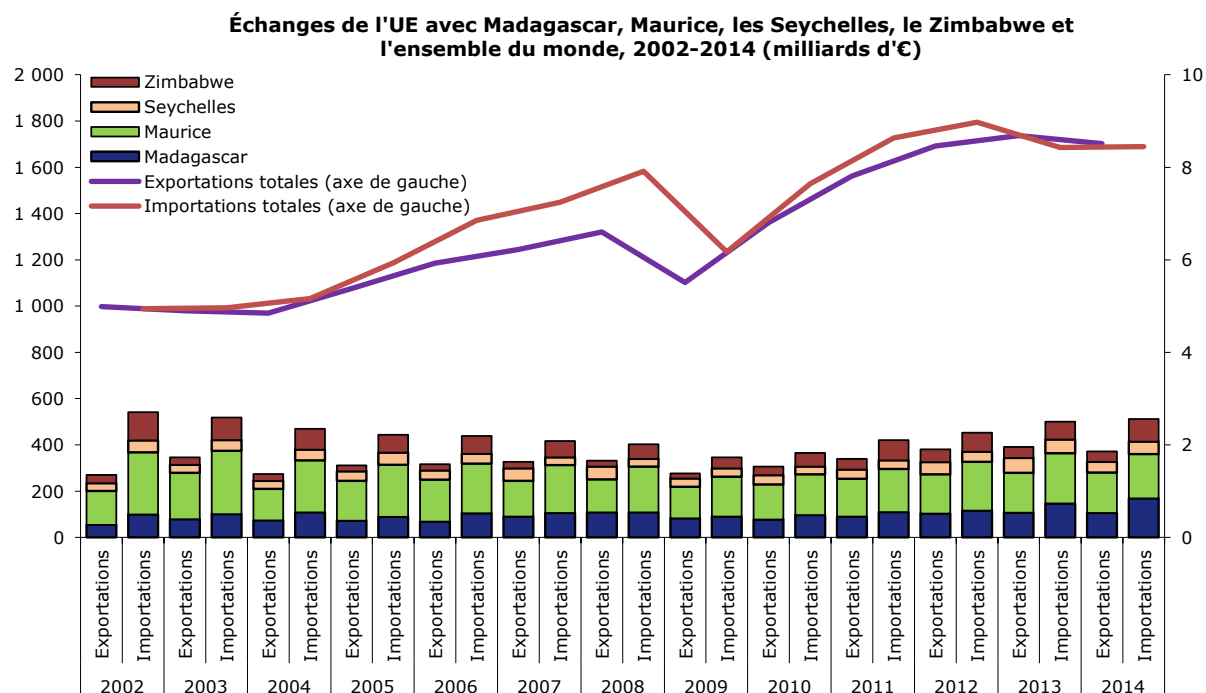
1.4. En termes de structure, alors que les exportations et les importations de l'UE sont dominées par les produits manufacturés, à l'exception de Maurice, dont les exportations de produits manufacturés représentaient plus de 68% des exportations totales de marchandises en 2015, et de Madagascar, dans une certaine mesure (29% des exportations), ce sont les produits agricoles, les carburants et les produits des industries extractives qui constituent une part plus importante des exportations totales des États AfOA. Les produits agricoles représentent 29% des exportations totales de marchandises de Madagascar, 43% pour le Zimbabwe et 61% pour les Seychelles, tandis que les exportations de carburants et de produits des industries extractives sont importantes pour Madagascar (35%). Les importations des États AfOA sont dominées par les produits manufacturés, qui représentent environ 55% des importations totales.

¹ Sauf indication contraire, les données présentées dans cette section sont basées sur les profils tarifaires et commerciaux de l'OMC et sur la base de données Comtrade de la DSNU.

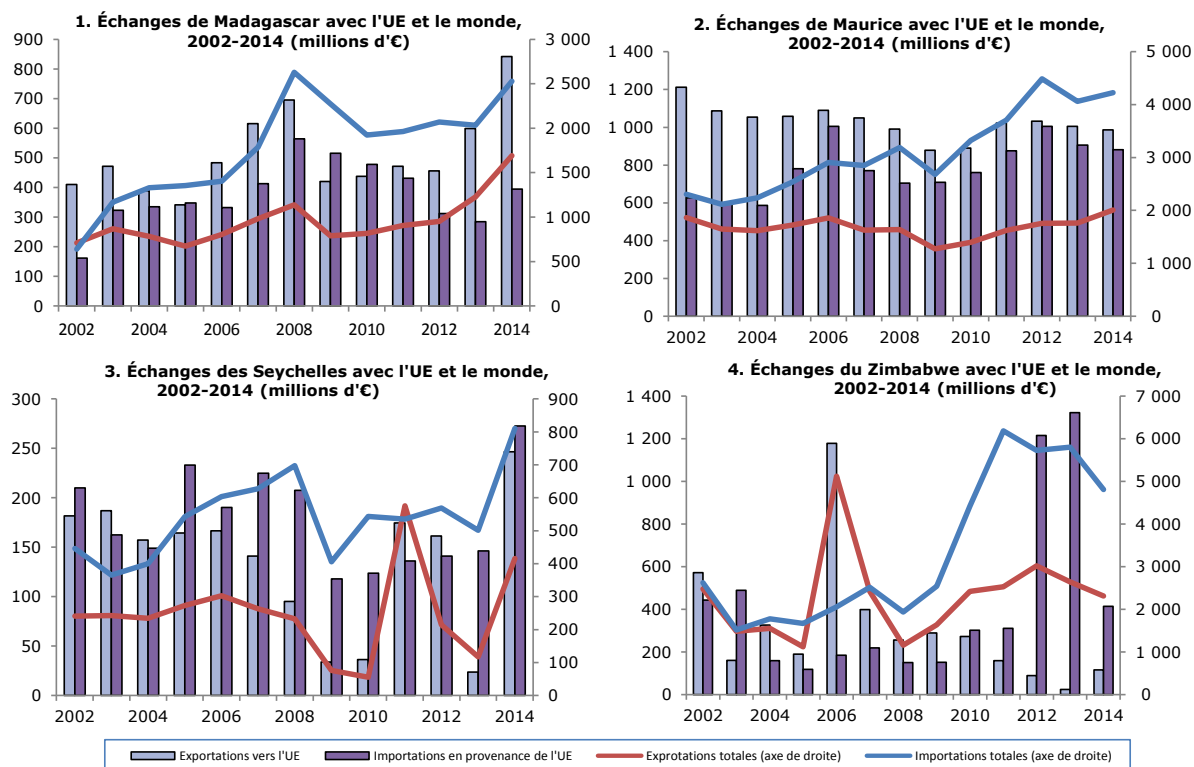
² Les notifications des élargissements successifs de l'UE ne sont pas prises en compte.

1.5. Les graphiques 1.1a et 1.1b montrent les échanges de marchandises entre l'UE et les États AfoA et avec le monde pendant la période 2002-2014. L'UE a enregistré, durant l'essentiel de la période, un déficit commercial dans ses exportations mondiales, qui s'est creusé de manière constante entre 2004 et 2008. Depuis 2009, les échanges ont été plus équilibrés. S'agissant de ses partenaires d'Afrique orientale et australe, cependant, exception faite des Seychelles, l'UE a maintenu un déficit commercial; le déficit enregistré avec les Seychelles s'est réduit entre 2002 et 2006 avant de se transformer en excédent jusqu'en 2013, année depuis laquelle la balance commerciale est redevenue déficitaire. Toutes les parties d'Afrique orientale et australe ont également maintenu des déficits dans leurs échanges mondiaux pendant la période; les échanges du Zimbabwe ont été particulièrement instables.

Graphique 1.1a Union européenne, échanges bilatéraux avec des États AfoA (Madagascar, Maurice, Seychelles et Zimbabwe) et avec l'ensemble du monde, 2002-2014



Graphique 1.1b États AfOA, échanges bilatéraux avec l'Union européenne et avec l'ensemble du monde, 2002-2014

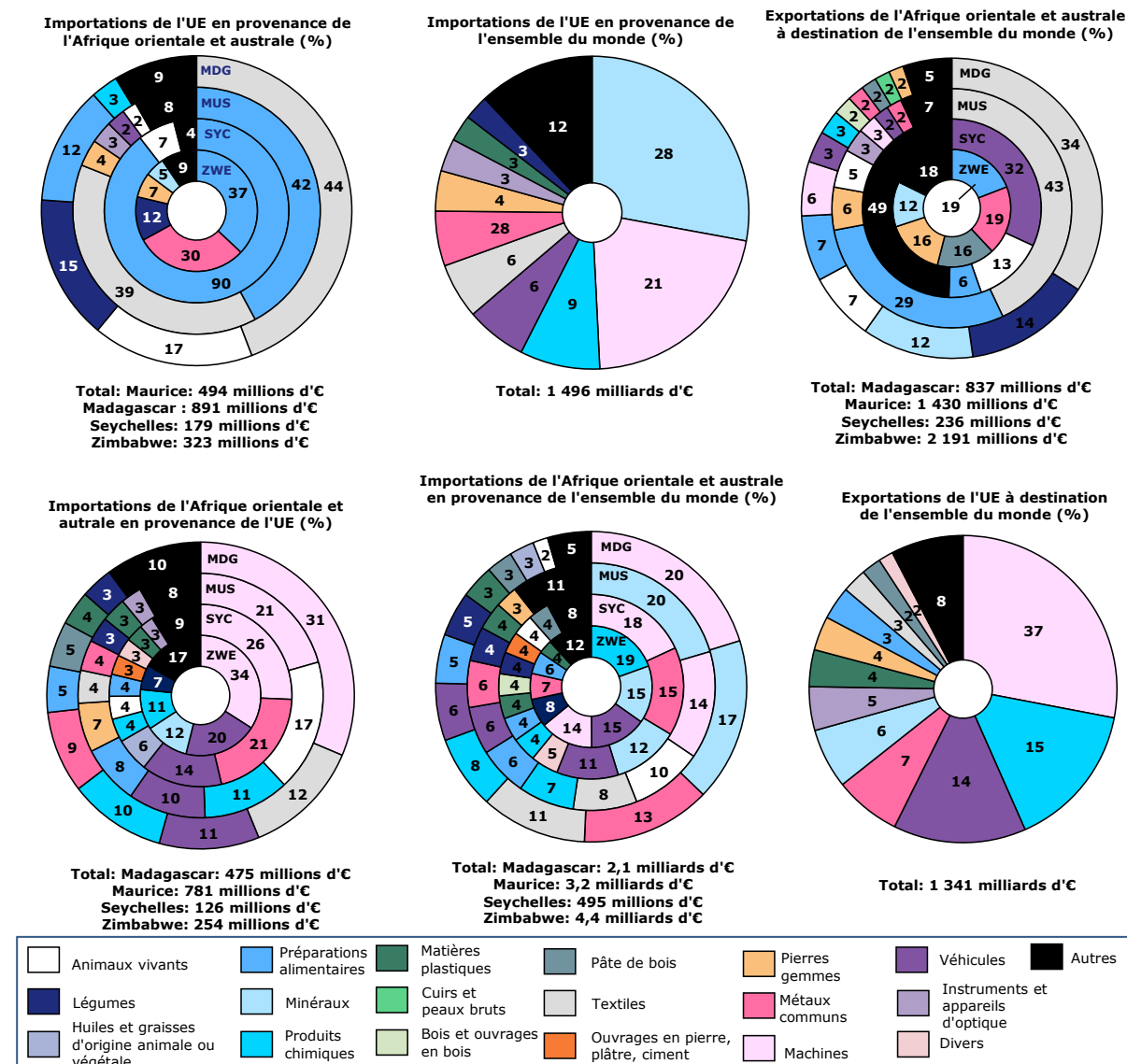


Note: Des données miroir ont servi à calculer les échanges bilatéraux du Zimbabwe en 2003.

Source: DSNU, base de données Comtrade, Eurostat et base de données statistiques de l'OMC (échanges du Zimbabwe avec l'ensemble du monde en 2003) et autorités des Seychelles (2009-2013).

1.6. Le graphique 1.2 montre la structure par produit des échanges entre les Parties, ainsi que leurs importations et exportations en provenance et à destination du monde pendant la période 2009-2011, par section du Système harmonisé (SH). Durant la période en question, les quatre principales catégories de produits exportés par l'UE – les machines, les produits chimiques, les véhicules et les métaux communs – ont représenté 73% de ses exportations totales et 61% des importations de Madagascar en provenance de l'UE; 46% des importations de Maurice en provenance de l'UE; et 65% des importations des Seychelles et du Zimbabwe en provenance de l'UE. Les autres principaux produits importés par les États AfOA en provenance de l'UE incluent les textiles, par Madagascar (12% des importations totales) et les animaux vivants, par Maurice (17%), alors que les métaux communs n'ont pas constitué une partie importante des importations du Zimbabwe. Pendant cette même période, les cinq plus importantes catégories de produits exportés par Madagascar – les textiles, les produits d'origine végétale, les minéraux, les produits d'origine animale et les préparations alimentaires – ont constitué 74% de ses exportations totales et représenté 89% des importations de l'UE en provenance de ce pays. Les deux principales catégories de produits exportés par Maurice – les textiles et les préparations alimentaires – ont constitué 72% de ses exportations totales et représenté 81% des importations de l'UE en provenance de ce pays. Cependant, la structure des exportations pour les Seychelles et le Zimbabwe est différente au niveau mondial et pour ce qui concerne l'UE. Alors que les deux principales catégories de produits exportés par les Seychelles – les textiles et les animaux vivants – représentaient 81% de ses exportations totales, 90% des importations de l'UE en provenance de ce pays étaient des préparations alimentaires (poisson et produits à base de poisson); par ailleurs, alors que les quatre principales catégories de produits exportés par le Zimbabwe constituaient 70% de ses exportations totales, seuls les textiles et les métaux communs (67%) étaient des importations majeures de l'UE en provenance de ce pays.

Graphique 1.2 UE-Afrique orientale et australe (Madagascar, Maurice, Seychelles, Zimbabwe): Composition par produit du commerce des marchandises, moyenne annuelle (2009-2011)



Légende: **MDG** – Madagascar; **MUS** – Maurice; **SYC** – Seychelles; **ZWE** – Zimbabwe.

Source: DSNU, base de données Comtrade.

2 ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD

2.1 Renseignements généraux

2.1. L'Accord a été signé par les Parties le 29 août 2009 et appliqué à titre provisoire depuis le 14 mai 2012. Il a été notifié à l'OMC le 27 juillet 2012 au titre de l'article XXIV:7 du GATT de 1994 et du Mémoire d'accord sur son interprétation.³ L'Accord vise à contribuer à la réduction et à l'éradication, à terme, de la pauvreté au moyen d'un partenariat renforcé et stratégique en matière de commerce et de développement compatible avec l'objectif de développement durable, les Objectifs de développement pour le Millénaire et l'Accord de Cotonou. Les autres objectifs de l'Accord comprennent: la promotion de l'intégration régionale, la coopération économique et la bonne gouvernance dans la région AfoA et l'intégration progressive de cette région dans

³ Document de l'OMC WT/REG307/N/1 du 10 février 2012 et document de l'OMC WT/REG307/N/1/Add.1 du 30 juillet 2012.

l'économie mondiale; l'adaptation structurelle des économies de l'AfOA et leur diversification; et l'amélioration des politiques commerciales et le renforcement des capacités liées au commerce (article 2). L'article 3 prévoit quant à lui l'établissement d'un accord compatible avec l'article XXIV du GATT et l'élaboration du cadre, de la portée et des principes pour de nouvelles négociations sur la base des propositions déjà présentées et en vue d'éventuelles négociations sur d'autres questions telles qu'elles sont identifiées dans l'Accord de Cotonou et présentant un intérêt pour les Parties.

2.2. L'article 4 de l'Accord autorise les PMA AfOA qui n'ont pas encore présenté d'offres de réduction tarifaire à le faire après la signature de l'Accord intérimaire aux mêmes conditions ou à des conditions flexibles et à bénéficier pleinement de ses dispositions. Outre la Zambie et les Comores, qui ont présenté des offres (reproduites à l'annexe II) mais qui n'ont pas encore signé l'Accord, les PMA AfOA sont l'Éthiopie, Djibouti, l'Érythrée, le Soudan et le Malawi, dont aucun n'a présenté d'offre concernant l'accès aux marchés pour l'instant. Tous les États AfOA peuvent adhérer à l'Accord (article 66). Par ailleurs, l'Accord autorise les États AfOA à maintenir des préférences régionales entre eux et avec d'autres pays et régions d'Afrique sans obligation de les accorder à l'UE.

2.3. L'Accord contient six chapitres, ainsi que quatre annexes et deux protocoles qui font tous partie intégrante de l'Accord (encadré 2.1 ci-dessous).

Encadré 2.1 Structure de l'Accord

Chapitre I	Dispositions générales
Chapitre II	Régime commercial pour les marchandises
Titre I	Dispositions générales
Titre II	Libre circulation des marchandises
Titre III	Mesures non tarifaires
Titre IV	Instruments de défense commerciale
Titre V	Dispositions administratives
Chapitre III	Pêche
Titre I	Dispositions générales
Titre II	Pêche maritime
Titre III	Développement de la pêche continentale et de l'aquaculture
Chapitre IV	Coopération économique et au développement
Titre I	Dispositions générales
Titre II	Développement du secteur privé
Titre III	Infrastructures
Titre IV	Ressources naturelles et environnement
Chapitre V	Domaines pour de futures négociations
Chapitre VI	Prévention et règlement des différends, dispositions institutionnelles, générales et finales
Titre I	Prévention et règlement des différends
Titre II	Exceptions générales
Titre III	Dispositions institutionnelles, générales et finales
Annexes	
Annexe I	Droits de douane sur les produits originaires des États AfOA
Annexe II	Liste des États AfOA prenant des engagements au titre du chapitre II et droits de douane sur les produits originaires des États membres de l'UE à destination des États AfOA signataires
Annexe III	Dérogations accordées aux États AfOA concernant les droits et les taxes sur les exportations, le traitement national en matière d'imposition et de réglementation intérieures

Annexe IV	Matrice de développement
Protocoles	
Protocole 1	concernant la définition de la notion de "produits originaires" et les méthodes de coopération administrative
Protocole 2	relatif à l'assistance mutuelle en matière douanière entre les autorités administratives

Source: L'Accord.

2.4. Le texte et ses annexes et protocoles sont disponibles sur les sites Web des Parties.⁴

2.5. Le chapitre V de l'Accord intérimaire contient une clause de rendez-vous pour tirer parti de l'Accord de Cotonou et poursuivre les négociations en vue de conclure un APE complet et intégral couvrant les domaines suivants: le régime douanier et la facilitation des échanges; les questions en suspens liées au commerce et à l'accès aux marchés, y compris les règles d'origine, et d'autres questions connexes, ainsi que les mesures de défense commerciale, y compris les régions ultrapériphériques; les obstacles techniques au commerce et les mesures sanitaires et phytosanitaires; le commerce des services; les questions liées au commerce (politique de la concurrence; investissement et développement du secteur privé; le commerce, l'environnement et le développement durable; les droits de propriété intellectuelle; et la transparence dans les marchés publics); l'agriculture; les paiements courants et les mouvements de capitaux; les questions de développement; la coopération et le dialogue sur la bonne gouvernance dans le domaine fiscal et judiciaire; la création d'un mécanisme détaillé de règlement des différends et l'adoption de dispositions institutionnelles; et tout autre domaine que les Parties jugent nécessaire, y compris les consultations entreprises au titre de l'article 12 de l'Accord de Cotonou.⁵

3 DISPOSITIONS SUR LE COMMERCE DES MARCHANDISES

3.1 Droits, impositions et restrictions quantitatives à l'importation

3.1.1 Dispositions générales

3.1. Le chapitre II de l'Accord porte sur le commerce des marchandises. L'Accord vise à accorder un accès en totale franchise de droits⁶ et sans aucun contingent au marché de l'UE pour les marchandises originaires des États AfOA sur une base sûre, à long terme et prévisible (article 5). Il vise en outre à promouvoir le commerce entre les Parties et une croissance induite par les exportations permettant l'intégration des économies AfOA dans l'économie mondiale; à libéraliser progressivement le marché des marchandises dans l'AfOA tel qu'établi par l'Accord; et à préserver et améliorer les conditions d'accès aux marchés afin de garantir une amélioration, et non une détérioration, de la situation des États AfOA.

3.2. Les engagements de libéralisation du commerce des marchandises s'appliquent uniquement aux États AfOA signataires énumérés à l'annexe II de l'Accord et au marché de l'UE vis-à-vis de ces États. Si un État AfOA signataire non mentionné à l'annexe II souhaite rejoindre le chapitre II, il notifiera son intention au Comité APE (voir ci-après) qui a compétence pour modifier l'annexe II et peut décider de mesures transitoires ou de modifications nécessaires pour faciliter l'ajout de l'État en question à l'annexe II.

⁴ Pour l'UE: http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2010/november/tradoc_147042.pdf et "<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TX/PDF/?url=OJ:L:2012:111:FULL&from=EN>".

⁵ L'article 12 de l'Accord de Cotonou concerne la cohérence des politiques communautaires et leur incidence sur la mise en œuvre de l'Accord.

⁶ Les droits de douane sont définis à l'article 7 comme tout droit ou toute taxe de quelque nature que ce soit perçu à l'importation ou à l'occasion de l'importation de marchandises, y compris sous la forme d'une surtaxe ou d'une imposition supplémentaire en rapport avec l'importation, à l'exclusion de toute imposition équivalente à une taxe intérieure perçue tant sur les biens importés que sur les marchandises produites localement conformément aux dispositions de l'article 18 (traitement national en matière de taxes et de réglementation intérieures); toute mesure antidumping ou compensatoire appliquée conformément aux dispositions de l'article 19 (mesures antidumping et mesures compensatoires) et toute mesure de sauvegarde appliquée conformément à l'article 21 (sauvegardes bilatérales); et toute redevance ou autre taxe perçue conformément aux dispositions de l'article 10 (redevances et autres taxes).

3.3. Les réductions tarifaires doivent être appliquées successivement au droit de douane de base indiqué dans les listes tarifaires des Parties annexées à l'Accord. L'UE a mis en œuvre ses engagements à l'entrée en vigueur de l'Accord (en 2012), tandis que les États AfOA supprimeront les droits de douane par étapes d'ici à 2022. Les redevances et autres taxes visées à l'article 10 seront limitées au coût approximatif des services rendus et ne constitueront pas une protection indirecte des produits nationaux, ni une imposition à l'importation à des fins fiscales; elles seront fondées sur des taux spécifiques. En vertu de l'annexe III, les Seychelles ont maintenu, pendant dix ans, un contrôle des prix des importations à titre d'exception au traitement national en matière de taxes et de réglementation intérieures. Elles ont toutefois indiqué qu'elles avaient aboli le régime de contrôle des prix avec la promulgation du Règlement douanier de 2013 (tarif douanier et classification des marchandises).

3.4. Les Parties conviennent par ailleurs de ne pas augmenter leurs droits de douane appliqués aux produits importés de l'autre Partie (article 14). L'article 16 engage en outre l'Union européenne à accorder aux États AfOA signataires tout traitement plus favorable qui serait applicable dans le cadre d'un accord de libre-échange qu'elle aurait conclu avec des tiers postérieurement à la signature de l'Accord.⁷ S'agissant des questions couvertes par l'Accord, les États AfOA signataires accorderont à l'UE tout traitement plus favorable qui serait applicable dans le cadre de tout nouvel accord de libre-échange qu'ils concluraient avec toute grande économie commerciale postérieurement à la signature de l'Accord.⁸ Cependant, le chapitre ne contraint pas les Parties de s'accorder réciproquement tout traitement préférentiel accordé par une Partie à des tierces parties en vertu d'un accord de libre-échange à la date de la signature de l'Accord. L'engagement prévoyant d'accorder un traitement favorable à l'UE ne s'appliquera pas non plus en ce qui concerne les accords commerciaux que les États AfOA signataires ont conclus avec d'autres pays et régions d'Afrique.

3.5. L'article 17 interdit les prohibitions et restrictions quantitatives à l'importation entre les Parties, autres que les droits de douane, les taxes, les redevances et autres impositions prévus à l'article 7, prenant la forme de contingents, de licences d'importation ou d'autres mesures. Ces prohibitions et restrictions seront supprimées à l'entrée en vigueur de l'Accord et aucune nouvelle mesure ne sera mise en place. Le traitement national sera également accordé aux produits importés originaires de l'autre Partie, qui ne seront pas frappés, directement ou indirectement, de taxes intérieures ou autres impositions intérieures, de quelque nature que ce soit, supérieures à celles qui frappent, directement ou indirectement, les produits nationaux similaires. Les Parties n'appliqueront pas non plus de taxes intérieures ou d'autres impositions intérieures offrant une protection à la production nationale (article 18). Les produits importés originaires de l'autre Partie bénéficieront d'un traitement non moins favorable que celui accordé aux produits nationaux similaires au regard de toutes les lois, réglementations et prescriptions s'appliquant à leur vente, mise en vente, achat, transport, distribution ou utilisation sur le marché intérieur. Aucune Partie ne peut établir ni maintenir de réglementation quantitative intérieure concernant le mélange, la transformation ou l'utilisation, en quantités ou en proportions déterminées, de certains produits, qui exigerait, directement ou indirectement, qu'une quantité ou une proportion déterminée d'un produit visé par la réglementation provienne de sources nationales. Aucune réglementation quantitative intérieure ne peut être appliquée de manière à protéger la production nationale. L'article 18 n'interdit toutefois pas le versement de subventions aux seuls producteurs nationaux, y compris les subventions provenant du produit des taxes ou impositions intérieures qui sont appliquées conformément aux dispositions dudit article et les subventions sous la forme d'achat de produits nationaux par les pouvoirs publics. Le Comité APE peut aussi permettre à un État AfOA signataire de déroger aux dispositions de l'article 18 en vue de promouvoir l'établissement d'une

⁷ L'article 16 définit un accord de libre-échange comme "un accord opérant une libéralisation substantielle du commerce et prévoyant l'absence ou l'élimination de presque toute discrimination, entre deux parties ou plus par l'élimination des mesures discriminatoires existantes et/ou l'interdiction de nouvelles mesures discriminatoires ou de mesures plus discriminatoires, soit à l'entrée en vigueur dudit accord, soit sur la base d'un calendrier raisonnable" (article 16, paragraphe 5).

⁸ L'article 16 définit une grande économie commerciale comme "tout pays développé, tout pays dont la part dans les exportations mondiales de marchandises est supérieure à 1% au cours de l'année précédant l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange, ou tout groupe de pays agissant individuellement, collectivement ou dans le cadre d'un accord de libre-échange, dont la part cumulée dans les exportations mondiales de marchandises est supérieure à 1,5% au cours de l'année précédant l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange". Le calcul de ces parts du commerce de marchandises sera effectué sur la base des données officielles de l'OMC sur les principaux exportateurs dans les échanges mondiaux de marchandises (à l'exclusion des échanges intra-UE).

production nationale et de protéger une industrie naissante. À cet égard, les besoins en matière de développement des États AFOA signataires et notamment les besoins et préoccupations des PMA AFOA seront pris en compte. L'annexe III énumère les dérogations provisoires qui sont accordées aux États AFOA signataires concernés pour les délais fixés dans l'annexe.

3.1.2 Libéralisation des échanges et des lignes tarifaires

3.6. L'annexe I de l'Accord dispose que l'UE supprimera les droits de douane sur tous les produits des chapitres 1 à 97 du SH, à l'exception du chapitre 93 (Armes et munitions), qui sont originaires d'un État AFOA, à l'entrée en vigueur de l'Accord. Les produits du chapitre 93 resteront assujettis au taux de droit NPF. L'UE a supprimé les droits sur les produits de la position 1006 du SH à compter du 1^{er} janvier 2010 à l'exception de la sous-position 10061010 du SH, pour laquelle les droits ont été supprimés à l'entrée en vigueur de l'Accord. Les importations de sucre en provenance d'Afrique orientale et australe ont été assujetties aux dispositions du Protocole 3 de l'Accord de Cotonou jusqu'au 30 septembre 2009 (voir la section 3.5.1 ci-après).

3.7. Le tableau 3.1 ci-dessous montre les engagements d'élimination des droits de douane de l'UE au titre de l'Accord pour les importations en provenance de Madagascar, de Maurice, des Seychelles et du Zimbabwe, tandis que les tableaux 3.2 à 3.5 montrent les engagements de Madagascar, de Maurice, des Seychelles et du Zimbabwe, respectivement, pour les importations en provenance de l'UE. En outre, l'annexe I présente plus en détail la libéralisation tarifaire opérée par les Parties.

3.8. En 2012, depuis que l'Accord a été appliqué, un quart environ (24,6%) du tarif douanier de l'UE était exempt de droits sur une base NPF.⁹ Cela correspondait à une moyenne de 17,2% de ses importations en provenance de Madagascar, 8,5% en provenance de Maurice, 5,3% en provenance des Seychelles et 24,5% en provenance du Zimbabwe pour la période précédant immédiatement l'entrée en vigueur (2009-2011). À compter de 2012, 7 058 lignes supplémentaires ont été libéralisées par l'UE pour les importations en provenance des Parties AFOA, 18 lignes (0,2% du tarif douanier) restant passibles de droits. Suite à la libéralisation, 100% des importations de l'UE en provenance des États AFOA pendant la période 2009-2011 étaient couvertes et ont été admises sur le marché de l'UE en franchise de droits.

Tableau 3.1: UE
Engagements d'élimination des droits de douane au titre de l'Accord et valeurs moyennes correspondantes des échanges

Période d'élimination progressive des droits	Nombre de lignes	% de l'ensemble des lignes du tarif douanier de l'UE	Valeur des importations de l'UE en millions d'€	% des importations de l'UE	Valeur des importations de l'UE en millions d'€	% des importations de l'UE	Valeur des importations de l'UE en millions d'€	% des importations de l'UE	Valeur des importations de l'UE en millions d'€	% des importations de l'UE
			Madagascar		Maurice		Seychelles		Zimbabwe	
			(2009-2011)							
Franchise de droits NPF (2012)	2 307	24,6	75,5	17,2	74,0	8,5	9,4	5,3	78,5	24,5
2012	7 058	75,2	363,6	82,8	792,2	91,5	168,0	94,7	241,3	75,5
Restent passibles de droits	18	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	9 383	100,0	439,1	100,0	866,2	100,0	177,4	100,0	319,7	100,0

Note: Basé sur la nomenclature du SH2012.

Source: Estimations de l'OMC d'après les données communiquées par les autorités de l'UE et la BDI de l'OMC.

⁹ En 2012, le tarif NPF appliqué par l'UE comportait 9 383 lignes au niveau à 8 chiffres du SH (nomenclature du SH2012), dont 8 372 lignes (soit 89,2% du tarif) assujetties à des taux *ad valorem*, 581 à des taux de droits spécifiques, 217 à des taux composites et 90 à des taux mixtes. Environ 1,2% du tarif de l'UE (116 lignes) était soumis à d'autres taux de droits.

3.9. Les tableaux 3.2 à 3.5 montrent l'élimination des droits de douane, au titre de l'Accord, par les États AfOA signataires pour les importations en provenance de l'UE. D'après l'annexe II de l'Accord, l'élimination tarifaire opérée par les États AfOA a commencé en 2013 et devrait s'achever en 2022.

3.10. Comme indiqué dans le tableau 3.2, 6% (391 lignes) du tarif douanier de Madagascar était en franchise de droits pour les importations sur une base NPF en 2014, ce qui correspondait à 10,5% des importations du pays en provenance de l'UE pendant la période 2011-2013.¹⁰ En 2014, Madagascar a libéralisé 1 331 lignes (20,5% du tarif douanier) pour les importations en provenance de l'UE, ce qui correspondait à 26,7% de ses importations en provenance de l'UE pendant la période 2011-2013. Le reste de sa libéralisation tarifaire interviendra en 2022, avec la libéralisation, cette année-là, de 3 972 lignes, qui correspondent à 52,4% des importations de Madagascar en provenance de l'UE pendant la période 2011-2013. Une fois l'Accord mis en œuvre, Madagascar maintiendra des droits de douane sur 812 lignes (12,5% de son tarif douanier) pour les importations en provenance de l'UE, ce qui correspond à 10,4% de ses importations en provenance de l'UE pendant la période 2011-2013.

Tableau 3.2: Madagascar
Engagements d'élimination des droits de douane au titre de l'Accord et valeurs moyennes correspondantes des échanges

Période d'élimination progressive des droits	Nombre de lignes	% de l'ensemble des lignes du tarif douanier de Madagascar	Valeur des importations de Madagascar en provenance de l'UE, en millions d'€ 2011-2013	% des importations de Madagascar en provenance de l'UE 2011-2013
Franchise de droits NPF (2014)	391	6,0	67,9	10,5
2014	1 331	20,5	172,7	26,7
2022	3 972	61,1	338,9	52,4
Restent passibles de droits	812	12,5	67,6	10,4
Total	6 506	100,0	647,1	100,0

Note: Basé sur la nomenclature du SH2012.

Source: Estimations de l'OMC d'après les données communiquées par les autorités de Madagascar, la BDI de l'OMC et la DSNU, base de données Comtrade.

3.11. Comme indiqué dans le tableau 3.3, en 2012, 88,6% du tarif NPF appliqué par Maurice était libre de droits pour les importations de toutes provenances, ce qui correspondait à 93,7% de la moyenne des importations annuelles totales du pays en provenance de l'UE pendant la période 2009-2011.¹¹ Au titre de l'Accord, en 2013, Maurice a libéralisé les droits sur 35 lignes supplémentaires pour les importations en provenance de l'UE, ce qui correspondait à 0,6% de ses importations en provenance de l'UE pendant la période 2009-2011. La libéralisation s'est poursuivie en 2017 (45 lignes, correspondant à 0,5% des importations en provenance de l'UE pendant la période 2009-2011) et se poursuivra en 2022 (526 lignes, qui représentaient 3% des importations de Maurice en provenance de l'UE entre 2009 et 2011). Une fois que l'Accord sera pleinement mis en œuvre, Maurice maintiendra des droits sur 110 lignes tarifaires (1,8% du tarif douanier), correspondant à 2,2% de ses importations en provenance de l'UE pendant la période 2009-2011.

¹⁰ En 2014, le tarif NPF appliqué par Madagascar comportait 6 506 lignes au niveau à 8 chiffres du SH (nomenclature du SH2012), qui étaient toutes assujetties à des taux *ad valorem*.

¹¹ En 2012, le tarif NPF appliqué par Maurice comportait 6 266 lignes au niveau à 8 chiffres du SH (nomenclature du SH2012), dont 5 963 lignes (95,16% du tarif) assujetties à des taux *ad valorem* et les 303 lignes restantes à des taux spécifiques.

Tableau 3.3: Maurice
Engagements d'élimination des droits de douane au titre de l'Accord et valeurs moyennes correspondantes des échanges

Période d'élimination progressive des droits	Nombre de lignes	% du total des lignes dans le tarif douanier de Maurice	Valeur des importations de Maurice en provenance de l'UE, en millions d'€ 2009-2011	% des importations de Maurice en provenance de l'UE 2009-2011
Franchise de droits NPF (2012)	5 550	88,6	728,9	93,7
2013	35	0,6	5,0	0,6
2017	45	0,7	3,5	0,5
2022	526	8,4	23,6	3,0
Passibles de droits	110	1,8	17,0	2,2
Total	6 266	100,0	778,0	100,0

Note: Couvre les chapitres 1 à 97 du SH.
 Basé sur la nomenclature du SH2012.

Source: Estimations du Secrétariat de l'OMC sur la base des données communiquées par les autorités de Maurice et la BDI de l'OMC.

3.12. Les Seychelles ont commencé à mettre en œuvre leurs engagements au titre de l'Accord en février 2013. Cette année-là, environ 84,3% de leur tarif douanier (4 686 lignes) était déjà en franchise de droits sur une base NPF, ce qui correspondait à 93,7% des importations du pays en provenance de l'UE pendant la période 2010-2012 (tableau 3.4).¹² En 2013, les droits visant 180 lignes supplémentaires ont été éliminés pour les importations en provenance de l'UE, ce qui correspondait à 0,9% des importations en provenance de l'UE pendant la période 2010-2012. La libéralisation s'est poursuivie en 2017 (88 lignes) et se poursuivra en 2022 (345 lignes). À la fin de la mise en œuvre, les Seychelles maintiendront des droits sur 257 lignes (4,63%) du tarif douanier, ce qui correspondait à 3,2% de leurs importations en provenance de l'UE durant la période 2010-2012.

Tableau 3.4: Seychelles
Engagements d'élimination des droits de douane au titre de l'Accord et valeurs moyennes correspondantes des échanges

Période d'élimination progressive des droits	Nombre de lignes	% du total des lignes dans le tarif douanier des Seychelles	Valeur des importations des Seychelles en provenance de l'UE, en millions d'€ 2010-2012	% des importations des Seychelles en provenance de l'UE 2010-2012
Franchise de droits NPF (2013)	4 686	84,34	124,1	93,7
2013	180	3,24	1,2	0,9
2017	88	1,58	0,8	0,6
2022	345	6,21	2,1	1,6
Passibles de droits	257	4,63	4,2	3,2
Total	5 556	100,0	132,4	100,0

Note: Basé sur la nomenclature du SH2007.

Source: Estimations du Secrétariat de l'OMC sur la base des données communiquées par les autorités des Seychelles.

3.13. En 2012, le Zimbabwe accordait l'accès en franchise de droits aux produits relevant de 663 lignes (10,8% du tarif) sur une base NPF (tableau 3.5).¹³ Cela correspondait à 33,2% de la moyenne de ses importations annuelles totales en provenance de l'UE pendant la période 2014-2016. Au titre de l'Accord, le Zimbabwe a libéralisé, en 2012, 37,7% de plus de son tarif douanier (2 307 lignes) pour l'UE, ce qui correspondait à 20,5% de ses importations en

¹² En 2013, le tarif NPF appliqué par les Seychelles comportait 5 556 lignes au niveau à 8 chiffres du SH (nomenclature du SH2007), dont 99,96% assujetties à des taux *ad valorem*, 1 ligne à des taux spécifiques et 1 à des taux mixtes.

¹³ En 2012, le tarif NPF appliqué par le Zimbabwe comportait 6 122 lignes au niveau à 8 chiffres du SH (nomenclature du SH2012), dont 93,63% (5 732 lignes) assujetties à des taux *ad valorem*. Environ 5,6% du tarif (340 lignes) étaient assujettis à des taux composites et 50 lignes étaient frappées de taux spécifiques.

provenance de l'UE pendant la période 2014-2016. Il est prévu de libéraliser 2 284 lignes tarifaires supplémentaires en 2022, après 10 ans de mise en œuvre, ce qui correspond à 30,1% des importations du Zimbabwe en provenance de l'UE pendant la période 2014-2016. Une fois l'Accord pleinement mis en œuvre, le Zimbabwe maintiendra des droits sur 14,2% de son tarif douanier (868 lignes) pour les importations en provenance de l'UE; ces lignes représentent 16,2% de ses importations en provenance de l'UE pendant la période 2014-2016.

Tableau 3.5: Zimbabwe: Engagements d'élimination des droits de douane au titre de l'Accord et valeurs moyennes correspondantes des échanges

Période d'élimination progressive des droits	Nombre de lignes	% de l'ensemble des lignes du tarif douanier du Zimbabwe	Valeur des importations du Zimbabwe en provenance de l'UE, en millions d'€ 2014-2016	% des importations du Zimbabwe en provenance de l'UE 2014-2016
Franchise de droits NPF (2012)	663	10,8	102,7	33,2
2012	2 307	37,7	63,2	20,5
2022	2 284	37,3	93,1	30,1
Restent passibles de droits	868	14,2	49,9	16,2
Total	6 122	100,0	309,0	100,0

Les taux de change de l'€ par rapport au \$EU utilisés pour les calculs sont les suivants: 0,754 (2014), 0,902 (2015) et 0,904 (2016).

Note: Basé sur la nomenclature du SH2012.

Source: Estimations de l'OMC d'après les données communiquées par les autorités du Zimbabwe et de l'UE; BDI de l'OMC.

3.1.3 Calendriers de libéralisation

3.14. Une ventilation plus détaillée des calendriers de libéralisation des Parties par section du SH est présentée dans les tableaux 3.6 à 3.10 et dans les graphiques 3.1 et 3.2 ci-après.

3.1.3.1 Union européenne

3.15. Le tableau 3.6 et le graphique 3.1 ci-après montrent la libéralisation entreprise par l'UE au titre de l'Accord. En 2012, l'entrée en vigueur de l'Accord, l'UE a libéralisé tous les droits de douane à l'exception de ceux visant la section XIX du SH. Les 18 lignes sont toutes dans le chapitre 93 du SH (Armes et munitions), pour lequel la moyenne des taux NPF et préférentiels appliqués en 2012 était de 2,7%.

Tableau 3.6 UE: Élimination des droits au titre de l'Accord, par section du SH

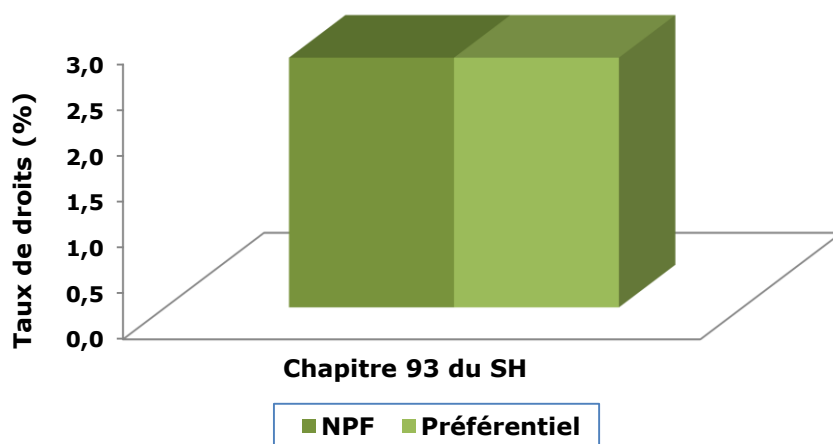
Section du SH	Moyenne NPF (%)	Nombre de lignes	Lignes en franchise de droits sur une base NPF (2012)	Nombre de lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Restent passibles de droits	Droit final moyen (produits soumis à des droits)
				2012		
I	9,7	929	106	823		
II	5,7	555	138	417		
III	5,9	128	23	105		
IV	14,8	830	93	737		
V	0,9	239	168	71		
VI	4,3	1 146	284	862		
VII	4,6	301	60	241		
VIII	3,2	130	38	92		
IX	2,4	211	97	114		
X	0,0	195	195			
XI	8,0	1 165	39	1 126		
XII	8,2	106	2	104		
XIII	4,0	238	32	206		
XIV	0,6	56	45	11		
XV	1,8	954	498	456		
XVI	2,3	1 373	304	1 069		
XVII	4,9	264	30	234		
XVIII	2,5	322	89	233		
XIX	2,2	22	4		18	2,7

Section du SH	Moyenne NPF (%)	Nombre de lignes	Lignes en franchise de droits sur une base NPF (2012)	Nombre de lignes en franchise de droits au titre de l'Accord 2012	Restent passibles de droits	Droit final moyen (produits soumis à des droits)
XX	2,7	212	55	157		
XXI	0,0	7	7			
Total	5,1	9 383	2 307	7 058	18	2,7

Note: Les lignes tarifaires soumises à des taux contingentaires ne sont pas prises en compte dans le calcul. Pour le calcul des moyennes, les droits spécifiques sont exclus et le seul l'élément *ad valorem* des droits alternatifs est pris en compte. D'après la nomenclature du SH2012.

Source: Estimations du Secrétariat de l'OMC sur la base des données communiquées par les autorités de l'UE.

Graphique 3.1 UE: Moyenne des droits non nuls, par chapitre du SH



Source: Estimations du Secrétariat de l'OMC sur la base des données communiquées par les autorités de l'UE.

3.1.3.2 États d'Afrique orientale et australe

3.16. Les tableaux 3.7 à 3.10 montrent la libéralisation entreprise par les États AfOA au titre de l'Accord par section du SH, tandis que le graphique 3.2 montre, par chapitre du SH, la libéralisation et les lignes tarifaires qui resteront passibles de droits une fois que l'Accord aura été pleinement mis en œuvre.

3.17. Le tableau 3.7 montre que quand Madagascar aura pleinement mis en œuvre l'Accord, elle continuera de maintenir des droits sur les importations en provenance de l'UE pour les produits relevant de la plupart des sections du SH, mais en majeure partie pour ceux relevant des sections I à IV, la moyenne des droits appliqués aux produits passibles de droits étant comprise entre 5% (section V du SH) et 20% (sections VIII, IX, XII, XVI et XX du SH). Le graphique 3.2 montre que pour les chapitres du SH dans lesquels des droits de douane sont maintenus pour les importations en provenance de l'UE, il n'y a pas de différence entre la moyenne des taux préférentiels et celle des taux NPF, qui vont de 5% pour le chapitre 25 à 20% pour presque la moitié des chapitres du SH dans lesquels des droits de douane seront maintenus quand l'Accord sera pleinement mis en œuvre.¹⁴

3.18. Quand Maurice aura pleinement mis en œuvre l'Accord, elle continuera de maintenir des droits sur les importations en provenance de l'UE de produits relevant des sections II à IV,

¹⁴ La moyenne des taux préférentiels et NPF appliqués s'élève à 20% pour 21 des 44 chapitres du SH dans lesquels des droits de douane seront maintenus une fois l'Accord mis en œuvre (chapitres 2, 3, 7, 9, 16, 20, 22, 36, 42, 44, 46, 49, 54, 55, 56, 63, 64, 72, 85, 94 et 96 du SH).

VI à VIII, X, XIII, XV et XX du SH, la moyenne des droits sur les produits passibles de droits allant de 11,7% pour la section III du SH à 30% pour la section VIII du SH (tableau 3.8). Le graphique 3.2 relatif aux droits non nuls par chapitre du SH montre que pour les chapitres dans lesquels des droits sont maintenus pour les importations en provenance de l'UE, il n'y a pas de différence entre la moyenne des taux préférentiels et celle des taux NPF, qui vont de 11,7% pour le chapitre 15 à 30% pour les chapitres 9 et 42.

3.19. Comme le montre le tableau 3.9, les Seychelles supprimeront les droits dans les sections III, X, XIV et XVIII à XXI du SH et maintiendront des droits sur des produits dans toutes les autres sections. La moyenne des droits finals sur les produits passibles de droits va de 5% pour la section VI du SH à 150% pour la section VII du SH. Le graphique 3.2 relatif aux droits non nuls par chapitre du SH montre que, pour la plupart des chapitres, la moyenne des droits préférentiels est inférieure à la moyenne générale des droits NPF pour ces lignes, ce qui offre un accès préférentiel aux importations en provenance de l'UE. Les plus grandes marges de préférence sont constatées dans les chapitres 43 (moyenne des droits préférentiels de 23,6% contre une moyenne de droits NPF de 200%) et 44 (moyenne des droits préférentiels de 25% contre une moyenne de droits NPF de 200%) du SH.

3.20. Le Zimbabwe maintiendra des droits sur des lignes tarifaires dans toutes les sections du SH une fois l'Accord pleinement mis en œuvre, à l'exception de la section V du SH (tableau 3.10). La moyenne des droits sur les produits passibles de droits ira de 8,3% dans la section X du SH à 62,3% dans la section IV. Le graphique 3.2 relatif aux droits non nuls par chapitre du SH montre que pour les chapitres dans lesquels des droits de douane seront maintenus pour les importations en provenance de l'UE, il n'y a pas de différence entre la moyenne des droits préférentiels et celle des droits NPF, qui vont de 5% pour les chapitres 8, 34, 38, 47 et 55 à 107,5% pour le chapitre 27.

Tableau 3.7 Madagascar: Élimination des droits au titre de l'Accord, par section du SH

Section du SH	Moyenne NPF (%)	Nombre de lignes	Lignes en franchise de droits sur une base NPF (2014)	Nombre de lignes en franchise de droits au titre de l'Accord		Restent passibles de droits	Droit final moyen (produits soumis à des droits)
				2014	2022		
I	18,1	373	19	153	17	184	19,4
II	14,1	364	29	186	31	118	17,7
III	11,5	69		1	44	24	15,0
IV	17,2	281	19	6	21	235	18,8
V	5,6	169	25	109	33	2	5,0
VI	6,9	951	88	3	801	59	15,1
VII	11,3	251	6	12	183	50	17,5
VIII	12,9	164	2	1	139	22	20,0
IX	15,7	151		15	126	10	20,0
X	10,8	155	9	2	132	12	14,6
XI	16,4	1 071	44	34	948	45	19,7
XII	17,4	81	5	4	70	2	20,0
XIII	15,4	153	1		152		
XIV	19,8	93		15	78		
XV	10,6	631	15	51	545	20	13,0
XVI	7,8	819	67	560	185	7	20,0
XVII	9,3	220	16	88	116		
XVIII	9,2	244	36	80	128		
XIX	20,0	57		1	56		
XX	16,6	179	7	10	140	22	20,0
XXI	18,0	30	3		27		
Total	12,2	6 506	391	1 331	3 972	812	18,2

Note: Basé sur la nomenclature du SH2012.

Source: Estimations de l'OMC sur la base des données communiquées par les autorités de Madagascar.

Tableau 3.8 Maurice: Élimination des droits au titre de l'Accord, par section du SH

Section du SH	Moyenne NFP (%)	Nombre de lignes	Lignes en franchise de droits sur une base NPF (2012)	Nombre de lignes en franchise de droits au titre de l'Accord			Restent passibles de droits	Droit final moyen (produits soumis à des droits)
				2013	2017	2022		
I	0,0	344	342	2				
II	0,7	316	297	16			3	25,0
III	2,1	49	39		3	4	3	11,7
IV	3,6	312	237	3		60	12	15,0
V	0,2	162	160	2				
VI	0,3	863	846			2	15	15,0
VII	1,7	243	216	1		8	18	15,6
VIII	3,4	71	63			3	5	30,0
IX	2,1	101	86		1	14		
X	2,8	164	142	2		2	18	21,7
XI	0,6	1 088	758			330		
XII	1,5	49	44		1	4		
XIII	3,6	167	127	1	11	26	2	15,0
XIV	0,0	55	55					
XV	1,1	634	588	1	17	18	10	15,0
XVI	0,6	809	781	6	2	20		
XVII	0,5	420	405	1	2	12		
XVIII	0,0	221	221					
XIX	0,0	20	20					
XX	7,1	171	116		8	23	24	25,0
XXI	0,0	7	7					
Total	1,1	6 266	5 550	35	45	526	110	19,2

Note: Couvre les chapitres 1 à 97 du SH.
Basé sur la nomenclature du SH2012.

Source: Estimations de l'OMC sur la base des données communiquées par les autorités de Maurice.

Tableau 3.9 Seychelles: Élimination des droits au titre de l'Accord, par section du SH

Section du SH	Moyenne NFP (%)	Nombre de lignes	Lignes en franchise de droits sur une base NPF (2012)	Nombre de lignes en franchise de droits au titre de l'Accord					Restent passibles de droits	Droit final moyen (produits soumis à des droits)
				2013	2017	2018	2020	2022		
I	41,7	250	140	66	6			1	37	22,3
II	12,6	300	206	71	1			11	11	29,5
III	0,0	45	45							
IV	15,6	325	219					57	49	53,9
V	0,9	161	148	11	1				1	25,0
VI	3,3	821	795	9				5	12	5,0
VII	7,2	234	205	5	12	1		5	7	150,0
VIII	32,1	70	58					1	11	23,6
IX	6,8	97	90		1	1		4	2	25,0
X	1,5	187	182					5		
XI	7,8	819	532	6	37		34	243	1	25,0
XII	14,3	49	37		6			5	1	10,0
XIII	8,1	147	127	1	11				8	25,0
XIV	0,0	53	53							
XV	0,3	574	572						2	25,0
XVI	0,4	789	775	9	2			3		
XVII	12,9	258	136	1	5		1	1	115	17,4
XVIII	0,0	222	222							
XIX	0,0	20	20							

Section du SH	Moyenne NPF (%)	Nombre de lignes	Lignes en franchise de droits sur une base NPF (2012)	Nombre de lignes en franchise de droits au titre de l'Accord					Restent passibles de droits	Droit final moyen (produits soumis à des droits)
				2013	2017	2018	2020	2022		
XX	5,0	128	117	1	6		4	4		
XXI	0,0	7	7							
Total	7,2	5 556	4 686	180	88	2	39	345	257	29,2

Note: Basé sur la nomenclature du SH2007.

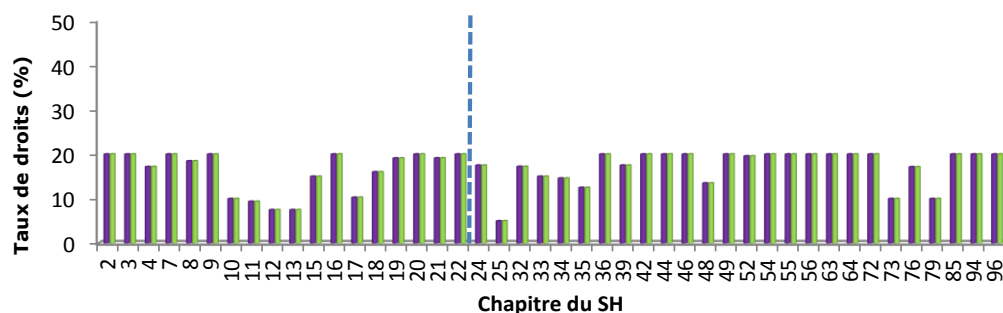
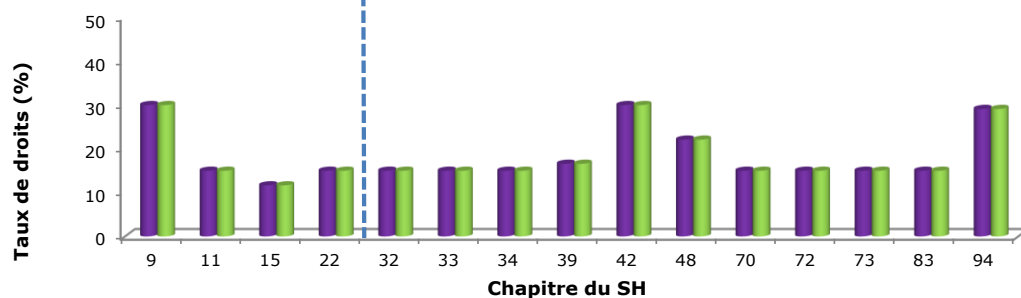
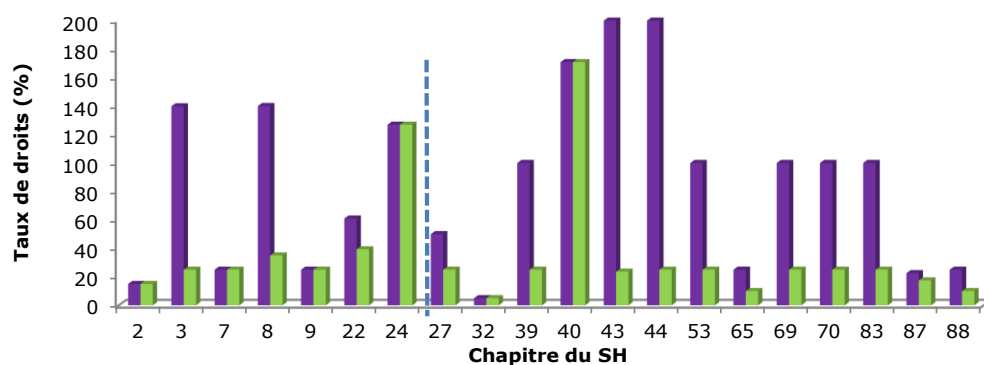
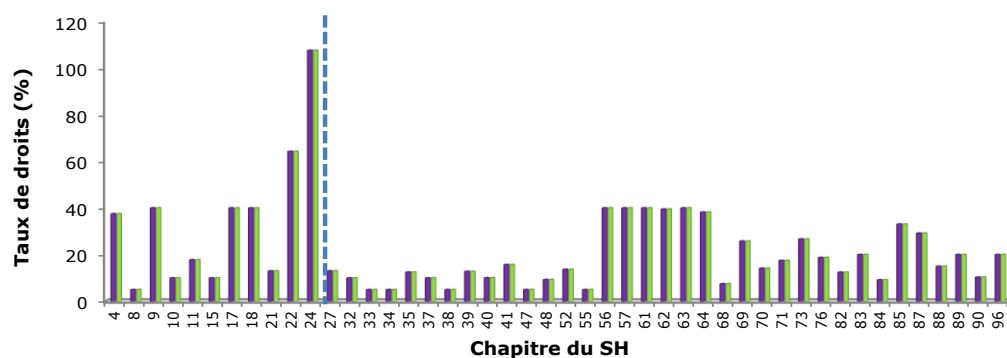
Source: Estimations du Secrétariat de l'OMC sur la base des données communiquées par les autorités des Seychelles.

Tableau 3.10 Zimbabwe: Élimination des droits au titre de l'Accord, par section du SH

Section du SH	Moyenne NPF (%)	Nombre de lignes	Lignes en franchise de droits sur une base NPF (2012)	Nombre de lignes en franchise de droits au titre de l'Accord		Restent passibles de droits	Droit final moyen (produits soumis à des droits)
				2012	2022		
I	16,9	481	197	206	66	12	37,5
II	20,5	333	29	113	165	26	13,7
III	9,6	63	4	17	39	3	10,0
IV	35,6	348	1	152	107	88	62,3
V	8,0	171	8	2	156	5	13,0
VI	6,6	830	59	95	662	14	8,9
VII	12,6	271	9	37	175	50	10,6
VIII	26,1	71		61	3	7	15,7
IX	19,6	104		31	73		
X	13,4	184	8	16	151	9	8,3
XI	20,3	897	3	256	266	372	31,1
XII	34,3	49		1	23	25	38,2
XIII	21,6	148		20	78	50	18,3
XIV	15,5	58	1	24	9	24	17,5
XV	13,7	628	1	482	75	70	16,1
XVI	9,5	867	288	324	231	24	27,1
XVII	15,7	203	22	115		66	28,4
XVIII	9,2	246	31	200		15	10,3
XIX	14,0	21		21			
XX	26,9	142	2	127	5	8	20,0
XXI	20,0	7		7			
Total	15,4	6 122	663	2 307	2 284	868	26,9

Note: Basé sur la nomenclature du SH2012.

Source: Estimations de l'OMC sur la base des données communiquées par les autorités du Zimbabwe et de l'UE; BDI de l'OMC.

Graphique 3.2 États AfOA: Moyenne des droits non nuls, par chapitre du SH**A. Madagascar****B. Maurice****C. Seychelles****D. Zimbabwe**

■ NPF ■ Préférentiel

Source: Estimations du Secrétariat de l'OMC sur la base des données communiquées par les autorités des États AfOA (Madagascar, Maurice, Seychelles et Zimbabwe).

3.1.4 Contingents tarifaires

3.21. Des contingents tarifaires en franchise de droits pour les importations de sucre relevant de la position 1701 du SH, d'un volume de 75 000 tonnes métriques par an, étaient en vigueur jusqu'au 1^{er} octobre 2009, date à laquelle les droits d'importation de l'UE sur le sucre ont été supprimés (voir le point 3.5.1 ci-après).

3.2 Règles d'origine

3.22. L'article 13 de l'Accord et le protocole 1 contiennent des dispositions relatives aux règles d'origine.

3.23. En vertu de l'article 13, produit "originaire" s'entend de tout produit satisfaisant aux règles d'origine énoncées au protocole 1 de l'Accord. Ledit protocole définit les produits originaires comme les produits entièrement obtenus sur le territoire de l'UE (ou d'un État AfoA) au sens de l'article 6 du protocole¹⁵; et les produits obtenus sur le territoire de l'UE (ou d'un État AfoA) à partir de matières qui n'ont pas été entièrement obtenues sur ledit territoire, à la condition que ces matières aient subi une ouvraison ou une transformation suffisante sur le territoire de l'UE (ou d'un État AfoA) au sens de l'article 7: quand les conditions par produit énoncées à l'annexe II ou à l'annexe II a) du protocole 1 sont satisfaites.

3.24. Pour les produits qui n'ont pas été entièrement obtenus dans le pays, en vertu de l'annexe II, le statut de produit originaire peut être accordé au produit final si la valeur des matières utilisées dans sa fabrication n'excède pas un certain pourcentage du prix départ usine du produit ou si l'ouvraison ou la transformation opérée entraîne un changement de classification tarifaire, habituellement au niveau de la position du SH. La valeur des matières est comprise entre 15% pour certains produits à base de poisson à 50%. Dans certains cas, les deux règles peuvent être utilisées comme alternative pour satisfaire aux règles d'origine. L'annexe II a) prévoit des dérogations à la liste des ouvraisons et transformations requises pour permettre aux produits d'obtenir le statut de produit originaire. Ces règles s'appliquent au lieu de celles énoncées à l'annexe II à certains produits agricoles et à certaines préparations alimentaires.

3.25. Une fois qu'un produit a acquis le caractère originaire en remplissant les conditions soit de l'annexe II, soit de l'annexe II a), et qu'il est utilisé dans la fabrication d'un autre produit, les conditions applicables au produit dans lequel il est incorporé ne lui sont pas applicables, et il ne sera pas tenu compte des matières non originaires qui pourraient avoir été utilisées dans sa fabrication (article 7.3). L'article 7.4 prévoit des "règles de tolérance" qui permettent l'utilisation de matières non originaires qui ne satisfont pas aux critères énoncés à l'annexe II ou à l'annexe II a) si leur valeur totale n'excède pas 15% du prix départ usine du produit et si aucun des pourcentages figurant dans la liste pour la valeur maximale des matières non originaires n'est dépassé; ces dispositions ne s'appliquent pas aux produits des chapitres 50 à 63 du SH (textiles et vêtements).

3.26. L'Accord autorise le cumul diagonal pour les produits obtenus ou transformés sur le territoire de l'UE, d'un État AfoA, des autres pays ACP ou des pays et territoires d'outre-mer (PTOM) de l'UE, à la condition que l'ouvraison ou la transformation réalisée sur le territoire de l'UE ou de l'État AfoA aille au-delà des opérations visées à l'article 8 (Ouvraisons ou transformations insuffisantes); par ailleurs, il n'est pas exigé que les matières aient fait l'objet d'une ouvraison ou d'une transformation suffisante. Dans le cas où l'ouvraison ou la transformation sur le territoire de l'UE ou d'un État AfoA ne va pas au-delà des opérations visées à l'article 8, le produit sera considéré originaire uniquement si la valeur ajoutée sur le territoire de l'UE ou d'un État AfoA est supérieure à la valeur des matières originaires utilisées sur le territoire de l'UE, de tout État AfoA, d'un autre pays ACP ou d'un PTOM. Si tel n'est pas le cas, le produit sera considéré comme originaire du pays ou du territoire qui a fourni la plus forte valeur en matières originaires utilisées dans sa fabrication.

3.27. Le cumul ne peut être appliqué que si les pays participant à l'acquisition du caractère originaire et le pays de destination ont conclu un accord de coopération administrative qui garantit une application correcte de l'article 3 sur le cumul; et que les matières et les produits ont acquis

¹⁵ Le terme de "Communauté" utilisé dans l'Accord ne couvre pas les territoires de l'UE de Ceuta et Melilla et ne s'applique pas aux produits provenant de ces territoires (article 43 du protocole 1).

leur caractère originaire par l'application de règles d'origine identiques à celles qui figurent dans le protocole 1. Les États AfOA fourniront à l'UE les détails relatifs aux accords de coopération administrative conclus avec les autres pays et territoires visés à l'article (autres pays ACP et PTOM) et toutes les Parties publieront la date à laquelle le cumul peut être appliqué à leur égard. Le cumul pour le riz relevant de la position 1006 du SH était exclu jusqu'au 1^{er} janvier 2010 et pour les produits énumérés à l'annexe X (certains produits des positions 1701, 1702, 1704, 1806, 1901, 2101, 2106 et 3302 du SH)¹⁶ jusqu'au 1^{er} octobre 2015. Pour les États AfOA, le cumul pour ces produits peut être appliqué à partir de ces dates et dans le cas où les matières utilisées dans la fabrication du produit sont elles-mêmes originaires, ou si l'ouvroison ou la transformation se déroule sur le territoire d'un État AfOA, d'un autre pays ACP membre d'un APE avec l'UE. Certains produits agricoles transformés originaires d'Afrique du Sud et énumérés à l'annexe XII du protocole 1 ne sont pas admis pour le cumul dans les États AfOA, tandis que des produits agricoles de base en provenance d'Afrique du Sud et énumérés à l'annexe XIII pourront bénéficier du cumul dans les États AfOA après le 31 décembre 2009.

3.28. Le cumul avec les pays en développement voisins autres qu'un État ACP et appartenant à une "entité géographique cohérente", dont une liste figure à l'annexe VIII du protocole 1 (Algérie, Égypte, Libye, Maldives, Maroc et Tunisie), peut être demandé par le Comité de coopération douanière établi par l'Accord au titre de l'article 41 du protocole 1 et les matières originaires de l'un de ces pays en développement voisins peuvent être considérées comme originaires d'un État AfOA quand elles sont incorporées dans un produit obtenu sur son territoire. Une ouvroison ou transformation suffisante du produit n'est pas requise, à la condition qu'elle excède les opérations d'ouvroison ou de transformation insuffisantes mentionnées dans l'Accord et que les États AfOA, l'UE et les pays en développement voisins concernés aient conclu un accord définissant des procédures de coopération administrative adaptées propres à garantir une application correcte des dispositions relatives au cumul. Le Comité de coopération douanière peut établir une liste des produits auxquels ce cumul ne peut s'appliquer.

3.29. L'article 8 énumère les opérations qui sont considérées comme des ouvraisons ou transformations insuffisantes pour conférer l'origine, tandis que les articles 9 à 12 énoncent des dispositions sur: l'unité à prendre en considération; les accessoires, pièces de rechange et outillage; les assortiments; et les éléments neutres. Le principe de territorialité au sens de l'article 13 du protocole exige que, sous réserve de ce qui est prévu grâce au cumul diagonal (au titre des articles 3 à 5 décrits ci-dessus), si des produits originaires exportés de l'une des Parties à destination d'un autre pays y sont retournés, ils doivent être considérés comme étant non originaires sauf s'ils sont les mêmes que ceux qui ont été exportés et qu'ils n'ont pas subi d'opérations allant au-delà de ce qui est nécessaire pour assurer leur conservation en l'état. Les dispositions de l'article 14 exigent que les produits soient transportés directement, tandis que l'article 15 porte sur les produits envoyés pour être exposés dans des pays non visés par les dispositions sur le cumul diagonal.

3.30. L'Accord n'interdit pas la ristourne de droits.

3.31. Les Parties s'engagent, aux fins de l'APE complet et durant la période comprise entre l'entrée en vigueur de l'Accord et celle de l'APE complet, à réexaminer les dispositions du protocole 1 en vue de les simplifier davantage. L'examen tiendra compte des besoins en matière de développement des États AfOA et de l'évolution des technologies, des procédés de production et de tous les autres facteurs, y compris des réformes en cours des règles d'origine, pouvant nécessiter des modifications du protocole, lesquelles interviendraient suite à une décision du Comité APE.

3.32. L'article 41 du protocole 1 établit un Comité de coopération douanière chargé des travaux de coopération administrative destinés à assurer l'application uniforme et correcte du protocole et de toute autre tâche relevant du secteur douanier. Le Comité examinera à intervalles réguliers l'effet, sur les États AfOA, notamment les PMA, de l'application des règles d'origine et recommandera des mesures à prendre au Comité APE. En outre, il recevra et examinera les demandes de dérogation au protocole (article 42), en tenant notamment compte: du niveau de

¹⁶ Sucre de canne ou de betterave, sucres, confiseries, poudre de cacao, préparations alimentaires contenant du cacao, préparations alimentaires de farines, gruaux, semoules, amidons, féculs ou extraits de malt, préparations à base de café, de thé ou de maté, sirops de sucre, aromatisés ou additionnés de colorants, préparations alimentaires n.d.a. et préparations à base de substances odoriférantes.

développement ou de la situation géographique de l'État AfOA concerné; des cas où l'application des règles d'origine existantes affecterait sensiblement la capacité, pour une branche de production existante d'un État AfOA, d'exporter vers l'UE; et des cas où il peut être clairement démontré que d'importants investissements dans une branche de production pourraient être découragés par les règles d'origine. Dans le cas où la demande émane d'un PMA AfOA, elle sera examinée favorablement, en prenant particulièrement en considération l'incidence économique et sociale de la décision en ce qui concerne l'emploi; et la période pendant laquelle la dérogation est appliquée, compte tenu de la situation particulière de l'État concerné et de ses difficultés.

3.33. Nonobstant ces dispositions, des dérogations seront accordées dans les cas où la valeur ajoutée aux produits non originaires utilisés dans l'État AfOA concerné s'élève à 45% au moins de la valeur du produit final, sous réserve que la dérogation ne cause pas de dommage grave à un secteur économique dans l'UE ou ses États membres; de plus, des dérogations seront accordées dans les limites d'un contingent annuel de 8 000 tonnes métriques (tm) pour le thon en conserve et de 2 000 tm pour les longes de thon. Les dérogations seront valables cinq ans, à déterminer par le Comité, et elles pourront être renouvelées si l'État ou les États AfOA concernés soumettent, trois mois avant la fin de chaque période, des éléments de preuve indiquant qu'ils ne peuvent toujours pas satisfaire aux dispositions du protocole au titre desquelles ils ont obtenu la dérogation. Toute objection à la prolongation sera examinée par le Comité, qui pourra également modifier les termes de la dérogation, après examen.

3.3 Droits, impositions et restrictions quantitatives à l'exportation

3.34. L'article 15 interdit aux Parties d'instituer de nouveaux droits ou taxes à l'exportation ou à l'occasion de l'exportation de produits à destination de l'autre Partie, supérieurs à ceux imposés aux produits similaires destinés à la vente sur le marché intérieur, sauf disposition contraire à l'annexe III de l'Accord.¹⁷ Le Comité APE peut examiner une demande de révision de la liste des marchandises figurant à l'annexe III émanant de tout État AfOA signataire.

3.35. Comme pour les importations, toutes les prohibitions ou restrictions à l'exportation ou à la vente en vue de l'exportation entre les Parties autres que les droits de douane, les taxes, redevances et autres impositions prévus à l'article 7 ou autrement spécifiés aux annexes I et II de l'Accord, seront éliminées à l'entrée en vigueur de l'Accord. Par ailleurs, aucune nouvelle mesure ne sera introduite.

3.4 Dispositions réglementaires de l'Accord

3.4.1 Normes

3.4.1.1 Mesures sanitaires et phytosanitaires

3.36. L'Accord ne contient pas de dispositions relatives aux mesures sanitaires et phytosanitaires; des négociations sur les questions SPS sont toutefois incluses au titre de la clause de rendez-vous (section 2 ci-dessus).

3.4.1.2 Obstacles techniques au commerce

3.37. L'Accord ne contient pas de dispositions relatives aux obstacles techniques au commerce (OTC); des négociations sur les OTC sont toutefois incluses au titre de la clause de rendez-vous (section 2 ci-dessus).

3.4.2 Mécanismes de sauvegarde

3.4.2.1 Mesures de sauvegarde globales

3.38. L'article 20 de l'Accord autorise les Parties à adopter des mesures conformément à l'article XIX du GATT de 1994, à l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes et à l'article 5 de l'Accord

¹⁷ En vertu de l'annexe III, la Zambie maintient des droits d'exportation (depuis le 30 septembre 2008) sur un certain nombre de produits, dont les semences de coton, le coton non cardé ni peigné, les minerais de cuivre et leurs concentrés et les déchets et débris de métaux. Cependant, la Zambie n'a pas signé l'Accord.

de l'OMC sur l'agriculture. Pour ce type de mesures, l'origine d'une marchandise sera déterminée conformément aux règles d'origine non préférentielles des Parties et ne sera pas assujettie aux dispositions de l'Accord relatives au règlement des différends.

3.39. Nonobstant le droit de prendre des mesures de sauvegarde, compte tenu des objectifs généraux de développement de l'Accord et de la taille réduite des économies des États AfoA, l'UE exclura les importations en provenance de tout État AfoA de toute mesure prise conformément aux Accords de l'OMC mentionnés ci-dessus, et ce pendant 5 ans à compter de l'entrée en vigueur de l'Accord. Au plus tard 120 jours avant la fin de la période de 5 ans, le Comité APE réexaminera le fonctionnement de ces dispositions à la lumière des besoins en matière de développement des États AfoA, afin de déterminer si leur application doit être prolongée.

3.4.3 Mesures de sauvegarde bilatérales

3.40. L'article 20 de l'Accord autorise les Parties, après avoir examiné d'autres solutions, à appliquer des mesures de sauvegarde de durée limitée, qui dérogent aux dispositions des articles 11 (Engagements de libéralisation tarifaire des États AfoA), 12 (Engagements de libéralisation tarifaire de l'UE) et 17 (Prohibition des restrictions quantitatives) de l'Accord.

3.41. Des mesures de sauvegarde bilatérales peuvent être prises dans le cas où un produit originaire d'une Partie est importé sur le territoire de l'autre Partie en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer: i) un préjudice grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents sur le territoire de la Partie importatrice; ii) des perturbations dans un secteur de l'économie, notamment si ces perturbations provoquent des problèmes sociaux majeurs ou des difficultés susceptibles d'entraîner une détérioration grave de la situation économique de la Partie importatrice; iii) des perturbations sur les marchés des produits agricoles similaires ou directement concurrents (tels que définis à l'Annexe I de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture) ou dans les mécanismes régulant ces marchés. Les mesures n'iront pas au-delà de ce qui est nécessaire pour réparer ou prévenir le dommage grave ou les perturbations. Elles peuvent consister en une ou plusieurs des mesures suivantes: suspension de la réduction supplémentaire du taux du droit à l'importation sur le produit concerné, tel que prévu dans l'Accord; augmentation du droit de douane sur le produit concerné à un niveau n'excédant pas le droit de douane appliqué aux autres Membres de l'OMC; et institution de contingents tarifaires pour le produit concerné.

3.42. Nonobstant ces dispositions, dans le cas où un produit originaire de l'UE est importé en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer, à un État AfoA signataire, un dommage grave ou des perturbations tel que décrit ci-dessus, ledit État peut prendre des mesures de surveillance ou de sauvegarde limitées à son territoire. De plus, pendant un laps de temps à compter de l'entrée en vigueur de l'Accord (15 ans pour les PMA et 10 ans pour les autres pays), les États AfoA peuvent prendre des mesures de sauvegarde en cas de dommage grave ou de perturbations causées à une branche de production naissante produisant des produits similaires ou directement concurrents.

3.43. Les mesures de sauvegarde prises ne peuvent être maintenues que pendant le temps nécessaire pour prévenir le dommage grave ou les perturbations ou y remédier. Elles ne seront pas appliquées pendant une période supérieure à deux ans, mais pourront être prolongées de deux ans au plus si les circonstances justifient leur maintien. Cependant, quand la mesure est appliquée par un État AfoA ou dans le cas où l'UE applique une mesure limitée au territoire de l'une ou de plusieurs de ses régions ultrapériphériques, la durée de la mesure peut être de quatre ans et elle peut être prorogée de quatre ans supplémentaires si les circonstances le justifient. Toutes les mesures de sauvegarde appliquées pendant plus d'un an doivent contenir des dispositions prévoyant clairement leur suppression progressive au plus tard à la fin de la période fixée. Par ailleurs, aucune mesure de sauvegarde bilatérale ne sera appliquée aux importations d'un produit qui aura précédemment fait l'objet d'une telle mesure pendant une période d'au moins un an à compter de la date de son expiration.

3.44. Les procédures pour l'imposition des mesures de sauvegarde bilatérales exigent de la Partie concernée par le dommage grave ou les perturbations qu'elle soumette le dossier au Comité APE, accompagnée de renseignements complets et pertinents. Le Comité peut adopter toute recommandation nécessaire pour remédier aux circonstances en cause. Si aucune

recommandation ni aucune autre solution satisfaisante n'ont été formulées dans les 30 jours suivant la transmission du dossier au Comité, la Partie importatrice peut adopter les mesures appropriées nécessaires pour remédier à la situation.

3.45. Dans le choix de la mesure, la priorité doit être donnée aux mesures qui perturbent le moins le fonctionnement de l'Accord. Toute mesure prise doit être notifiée sans délai au Comité APE et faire l'objet de consultations régulières au Comité, notamment en vue d'arrêter un calendrier pour sa suppression dès que les circonstances le permettront. Dans des circonstances exceptionnelles nécessitant d'intervenir immédiatement, la Partie importatrice peut prendre des mesures provisoires d'une durée maximale de 180 jours (200 jours pour les États AfOA ou si les mesures prises par l'UE sont limitées au territoire de l'une ou de plusieurs de ses régions ultrapériphériques). La durée de la mesure provisoire sera comptabilisée comme une partie de la période initiale et de toute prolongation. La décision de prendre des mesures provisoires tiendra compte des intérêts de toutes les Parties impliquées. La Partie importatrice informera l'autre Partie concernée et transmettra sans délai le dossier au Comité APE pour examen. Une Partie importatrice qui ouvre une procédure administrative ayant pour objet la fourniture rapide de renseignements concernant l'évolution des courants d'échanges susceptibles de causer un dommage grave ou des perturbations devra également en informer le Comité APE sans délai. Enfin, l'Accord sur l'OMC ne pourra être invoqué pour empêcher une Partie d'adopter des mesures de sauvegarde en conformité avec l'article 21. D'après les Parties, aucune mesure de sauvegarde n'a été prise à ce jour.

3.46. L'UE a également été autorisée à prendre une mesure de sauvegarde pendant la période allant du 1^{er} octobre 2009 au 30 septembre 2015 à l'égard des importations de sucre en provenance des États AfOA réputées causer une perturbation sur le marché du sucre de l'UE. La mesure, qui impliquait de porter les droits d'importation au niveau de leurs taux NPF équivalents, visait le sucre relevant de la position 1701 du SH importé en quantités supérieures à 3,5 millions de tonnes par campagne de commercialisation en provenance des pays ACP signataires de l'Accord de Cotonou et à 1,38 million de tonnes durant la campagne de commercialisation 2009/10 en provenance des pays ACP autres que les PMA, quantité portée à 1,45 million de tonnes pour la campagne de commercialisation 2010/11 et à 1,6 million de tonnes pour les quatre campagnes de commercialisation suivantes.¹⁸ Toute mesure de ce type devait être notifiée sans délai au Comité APE, faire l'objet de consultations périodiques au Comité et expirer à la fin de la campagne de commercialisation concernée. L'UE confirme que les mesures ont été progressivement retirées après octobre 2015.

3.4.4 Mesures antidumping et mesures compensatoires

3.47. Aucune disposition de l'Accord n'interdit aux Parties d'adopter des mesures antidumping ou des mesures compensatoires conformément aux Accords de l'OMC correspondants. Aux fins de ces mesures, l'origine d'un produit sera déterminée en conformité avec les règles d'origine non préférentielles des Parties (article 19).

3.48. Avant d'imposer des mesures définitives à des produits originaires des États AfOA, l'UE envisagera la possibilité de solutions constructives comme le prévoient les Accords de l'OMC correspondants. L'UE indique qu'aucune solution constructive n'a été utilisée. Toutes les mesures antidumping ou compensatoires imposées au nom de deux États AfOA signataires ou plus par une autorité régionale seront traitées par une seule instance de contrôle juridictionnel, y compris au niveau des recours. De plus, dans le cas où des mesures antidumping ou compensatoires peuvent être imposées aux niveaux régional, sous-régional et national, les Parties veilleront à ce que lesdites mesures ne soient pas appliquées simultanément au même produit par les autorités régionales ou sous-régionales d'une part et les autorités nationales d'autre part. L'UE notifiera aux États AfOA signataires exportateurs la réception d'une plainte dûment documentée avant d'ouvrir une enquête.

3.49. Les dispositions de l'article 19 seront applicables à toutes les enquêtes ouvertes après l'entrée en vigueur de l'Accord et qui ne sont pas soumises aux dispositions de l'Accord relatives au règlement des différends.

¹⁸ Ces importations en provenance des PMA AfOA auraient néanmoins été assujetties aux dispositions de l'Accord relatives aux mesures de sauvegarde globales.

3.4.5 Subventions et aide publique

3.50. L'Accord ne contient pas de dispositions traitant explicitement des subventions et de l'aide publique. Toutefois, l'article 18 autorise le versement de subventions aux seuls producteurs nationaux (voir la section 3.1.1 ci-dessus). Le Comité APE peut en outre autoriser un État AfOA signataire à déroger aux dispositions de l'article 18 sur le traitement national en matière d'imposition et de réglementation intérieures pour promouvoir l'établissement d'une production nationale et protéger les branches de production naissantes.

3.4.6 Procédures douanières

3.51. Bien qu'il n'y ait pas de section consacrée aux procédures douanières dans l'Accord intérimaire, au titre V sur les dispositions administratives, les Parties conviennent que la coopération administrative est cruciale pour mettre en œuvre et contrôler le traitement préférentiel accordé pour le commerce des marchandises et elles s'engagent à lutter contre les irrégularités et la fraude en matière douanière. La suspension temporaire du traitement préférentiel est permise dans les cas où une Partie a constaté, sur la base d'informations objectives, l'absence de coopération administrative et/ou des irrégularités ou une fraude.¹⁹

3.52. Toute Partie constatant l'absence de coopération administrative et/ou des irrégularités ou une fraude doit notifier sans délai au Comité APE sa constatation, accompagnée des informations objectives, et engager des consultations au sein du Comité APE, en vue de trouver une solution acceptable par toutes les Parties. Dans le même temps, la Partie doit publier au Journal officiel une communication destinée à ses importateurs, indiquant la constatation faite pour le produit concerné. Si une solution n'est pas trouvée dans les trois mois suivant la notification, la Partie peut temporairement suspendre le traitement préférentiel pertinent pour les produits concernés et notifier le Comité APE en ce sens. Toute suspension temporaire sera limitée à ce qui est nécessaire pour protéger les intérêts financiers de la Partie concernée et ne pourra excéder six mois (renouvelables). La suspension fera l'objet de consultations périodiques au Comité APE en vue de sa suppression dès que les conditions de son application cesseront d'être réunies (article 22).

3.53. S'il y a une erreur de la part des autorités compétentes dans la gestion du système d'exportation préférentiel, qui a des répercussions en termes de droits d'importation, la Partie subissant ces répercussions peut demander au Comité APE d'examiner la situation en vue de trouver une solution. S'agissant de l'évaluation en douane, les Parties affirment, à l'article 24, que les dispositions de l'article VII du GATT de 1994 et de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994 régiront l'évaluation en douane dans leurs échanges bilatéraux. Les Parties conviennent de coopérer en vue de trouver une approche commune pour les questions relatives à l'évaluation en douane (article 24).

3.54. Le protocole 2 de l'Accord sur l'assistance administrative mutuelle en matière douanière dispose que les Parties doivent s'entraider dans les domaines relevant de leurs compétences pour garantir la bonne application de la législation douanière, en particulier en prévenant les opérations contraires à ladite législation, en enquêtant sur ces opérations et en les combattant. L'assistance peut être fournie à la demande ou peut être spontanée, comme le souligne le protocole. Elle peut aussi être refusée dans certaines circonstances si une Partie concernée estime que cette assistance serait susceptible de porter préjudice à la souveraineté de l'État AfOA ou de l'État membre de l'UE dont l'assistance a été requise, ou de porter atteinte à l'ordre publique, à la sécurité publique ou à d'autres intérêts essentiels, ou de violer un secret industriel, commercial ou professionnel. L'assistance peut aussi être reportée dans certaines circonstances.

¹⁹ L'absence de coopération administrative est définie comme suit: le non-respect répété de l'obligation de vérifier le caractère originaire du (des) produit(s) concerné(s); le refus répété de procéder à la vérification ultérieure de la preuve de l'origine et/ou d'en communiquer les résultats, ou le retard injustifié avec lequel ces tâches sont accomplies; le refus répété d'accorder l'autorisation d'accomplir les tâches de coopération administrative afin de vérifier l'authenticité de documents ou l'exactitude d'informations utiles pour l'octroi du traitement préférentiel, ou le retard injustifié avec lequel cette autorisation est délivrée (article 22).

3.5 Dispositions sectorielles de l'Accord

3.5.1 Sucre

3.55. Conformément à la politique de l'UE, ses droits de douane visant les importations en provenance des États AfoA de produits relevant de la position 1701 du SH ont été éliminés le 1^{er} octobre 2009. Jusqu'à cette date, et en plus du contingent tarifaire au titre du Protocole sur le sucre, un contingent à droit nul de 75 000 tonnes métriques a été accordé pour la campagne de commercialisation²⁰ 2008/09 pour les produits relevant de la position 1701 du SH (équivalent sucre blanc) en provenance des États AfoA. Des licences d'importation devaient être accordées pour le contingent supplémentaire uniquement si l'importateur convenait d'acheter les produits à un prix au moins égal aux prix garantis fixés pour le sucre importé sur le territoire de l'UE en vertu du Protocole sur le sucre.

3.56. Au titre du paragraphe 5 de l'annexe, l'UE pourrait, durant la période allant du 1^{er} octobre 2009 au 30 septembre 2015, porter les droits d'importation au niveau du taux NPF pour le sucre importé en plus d'une certaine quantité en provenance des États AfoA, qui était réputé causer une perturbation sur le marché du sucre de l'UE (voir la section 3.4.3 ci-dessus).²¹ L'UE confirme qu'elle n'a jamais pris cette mesure. Les pays les moins avancés reconnus par les Nations Unies ne seraient pas assujettis à ces dispositions, mais les importations de ces pays seraient toutefois visées par la clause de sauvegarde au titre de l'Accord. Toute mesure prise conformément au paragraphe 5 sera notifiée au Comité APE et fera l'objet de consultations périodiques au sein du Comité. L'UE indique que cette procédure a pris fin le 30 septembre 2015. Pour la période commençant au 1^{er} octobre 2015, dans l'application des mesures de sauvegarde prises au titre de l'article 21 de l'Accord (voir la section 3.4.3 ci-dessus) pour les produits relevant de la position 1701 du SH, des perturbations sur le marché pouvaient apparaître si le prix du marché de l'UE du sucre blanc venait à baisser pendant deux mois consécutifs en dessous de 80% du prix du marché de l'UE durant la campagne de commercialisation précédente. L'UE indique que ces mesures n'ont jamais été appliquées.

3.57. Les importations de produits relevant des positions 17049099, 18061030, 18061090, 21069059 et 21069098 du SH en provenance des États AfoA ont fait l'objet d'un mécanisme de surveillance spécial entre le 1^{er} janvier 2008 et le 30 septembre 2015 pour veiller à ce que les dispositions mentionnées plus haut ne soient pas contournées. L'augmentation cumulée des importations en provenance des États AfoA de plus de 20% en volume pendant 12 mois consécutifs par rapport à la moyenne des importations annuelles pendant les 3 périodes de 12 mois précédentes sera analysée par l'UE et si elle estime qu'il y a contournement, elle pourrait suspendre le traitement préférentiel et imposer les droits NPF. L'UE indique que cela n'a jamais été le cas. Les conditions de l'octroi d'une licence d'importation pour les produits relevant de la position 1701 du SH entre le 1^{er} octobre 2009 et le 30 septembre 2012 étaient que l'importateur devait acheter les produits à un prix non inférieur à 90% du prix de référence fixé par l'UE pour la campagne de commercialisation correspondante. Le prix de référence a été remplacé par un "seuil" de référence, qui est actuellement de 404 euros par tonne.²²

3.5.2 Pêche

3.58. Le chapitre III reconnaît que la pêche constitue une ressource économique clé pour la région AfoA, contribue largement aux économies de cette région et offre un fort potentiel pour le développement économique régional futur et la réduction de la pauvreté. La pêche est aussi une source importante de nourriture et de devises. Les Parties conviennent de coopérer au développement et à la gestion durables du secteur de la pêche dans leur intérêt mutuel, en tenant compte des incidences économiques, environnementales et sociales. Elles conviennent en outre

²⁰ La campagne de commercialisation était du 1^{er} octobre au 30 septembre.

²¹ La quantité a été fixée à 3,5 millions de tonnes métriques par campagne de commercialisation pour les produits en provenance des pays ACP (Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) signataires de l'Accord de Cotonou et à 1,38 million de tonnes pour la campagne de commercialisation 2009/10 pour les produits en provenance des pays ACP qui ne sont pas reconnus par les Nations Unies comme PMA, avant de passer à 1,45 million de tonnes en 2010/11 et à 1,6 million de tonnes pour les quatre campagnes de commercialisation suivantes.

²² Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013. Disponible à l'adresse: "<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32013R1308&from=FR>".

que la stratégie appropriée pour promouvoir la croissance économique est d'augmenter les activités à valeur ajoutée dans ce secteur.

3.59. Les objectifs de coopération économique, qui englobe la pêche en mer et en eau douce et l'aquaculture, consistent à: promouvoir le développement et la gestion durables de la pêche; promouvoir et développer le commerce régional et international sur la base de bonnes pratiques; créer un environnement propice, y compris par le renforcement des infrastructures et des capacités pour permettre aux États AfOA de faire face aux exigences strictes du marché imposées aux pêcheries tant industrielles qu'artisanales; soutenir les politiques nationales et régionales visant à améliorer la productivité du secteur et sa compétitivité; et nouer des liens avec d'autres secteurs économiques.

3.5.2.1 Pêche maritime

3.60. La coopération économique vise: à garantir l'exploitation et la gestion durables des ressources halieutiques comme base solide pour l'intégration régionale, étant donné que les espèces de poissons sont communes aux différents États AfOA et qu'aucun État ne dispose à lui seul des capacités nécessaires pour garantir la viabilité de ces ressources; à garantir un contrôle et une surveillance efficaces et nécessaires pour lutter contre la pêche illicite, non déclarée ou non réglementée; et à promouvoir l'exploitation, la préservation et la gestion efficaces des ressources maritimes vivantes dans la zone économique exclusive et les eaux placées sous la juridiction des États AfOA en vertu d'instruments internationaux, dans l'intérêt social et économique mutuel de toutes les Parties. La coopération portera sur les questions de gestion et de préservation des ressources halieutiques, les accords sur la gestion de navires et la phase postcapture, les mesures financières et commerciales et le développement de la pêche, des produits de la pêche et de l'aquaculture marine. L'UE contribuera à mobiliser des ressources en faveur de ces domaines de coopération, y compris le soutien au renforcement des capacités régionales, ainsi que les domaines identifiés à la section consacrée aux mesures financières et commerciales et aux infrastructures propres à la pêche et à l'aquaculture marine.

3.5.2.2 Développement de la pêche continentale et de l'aquaculture

3.61. La coopération vise à encourager l'exploitation durable des ressources halieutiques continentales, à renforcer la production aquacole, à éliminer les problèmes d'offre, à améliorer la qualité du poisson et des produits à base de poisson pour satisfaire aux normes SPS en vigueur dans l'UE, à faciliter l'accès au marché de l'UE, à s'attaquer aux obstacles intrarégionaux au commerce, à attirer des flux de capitaux et d'investissements, à renforcer les capacités et à améliorer l'accès au soutien financier pour les investisseurs privés. L'UE contribuera au renforcement des capacités et au développement des marchés d'exportation; au développement des infrastructures et de la technologie; au soutien juridique et réglementaire; aux investissements et au financement; et aux mesures socioéconomiques et de réduction de la pauvreté.

4 DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD

4.1 Transparence

4.1. Aucune section de l'Accord ne traite spécifiquement de la transparence.

4.2 Paiements courants et mouvements de capitaux

4.2. L'Accord ne contient pas de dispositions relatives aux paiements courants et aux mouvements de capitaux; des négociations sur ces questions sont toutefois prévues au titre de la clause de rendez-vous (section 2 ci-dessus).

4.3 Exceptions

4.3. L'article 56 prévoit des exceptions générales à l'Accord. Il permet à l'UE, aux États AfOA ou à un État AfOA signataire d'instituer ou d'appliquer des mesures pour autant qu'elles ne soient pas appliquées de façon à constituer soit un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les Parties où existent des conditions similaires, soit une restriction déguisée au commerce

international. Les mesures sont celles qui sont: i) nécessaires à la protection de la moralité publique ou au maintien de l'ordre public et de la sécurité publique; ii) nécessaires à la protection de la vie ou de la santé des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux; iii) nécessaires pour assurer la conformité aux lois ou règlements et qui ne sont pas incompatibles avec les dispositions de l'Accord, y compris celles qui se rapportent: à la prévention de pratiques trompeuses et frauduleuses et aux moyens de faire face aux conséquences de défauts de paiement dans le cadre de contrats; à la protection de la vie privée des personnes dans le contexte du traitement et de la diffusion de données à caractère personnel, et à la protection du secret de dossiers et de comptes individuels; à la sécurité; à l'application des dispositions douanières; ou à la protection des droits de propriété intellectuelle; iv) relatives à l'importation ou à l'exportation d'or ou d'argent; v) relatives à la protection des trésors nationaux de valeur artistique, historique ou archéologique; vi) relatives à la conservation des ressources naturelles non renouvelables si ces mesures impliquent des restrictions visant la production ou la consommation intérieure de biens, la fourniture ou la consommation intérieure de services ou les investisseurs nationaux; vii) relatives aux produits du travail en prison; ou viii) essentielles à l'acquisition ou à la distribution de produits pour lesquels se fait sentir une pénurie générale ou locale, sous réserve que les mesures soient compatibles avec le principe selon lequel toutes les Parties ont droit à une part équitable de l'approvisionnement international de ces produits et que toute mesure incompatible avec les autres dispositions de l'Accord soit éliminée dès que les circonstances qui l'ont motivée ont cessé d'exister.

4.4. En vertu de l'article 57, aucune disposition de l'Accord ne sera interprétée comme obligeant l'UE ou un État AFOA signataire à fournir une information dont la divulgation serait jugée contraire à des impératifs de sécurité. Rien n'empêche en outre l'UE ou un État AFOA signataire d'entreprendre une action jugée nécessaire pour la défense d'impératifs de sécurité relative à des matières fissiles et fusibles ou à des matières qui servent à leur fabrication; relative à des activités économiques entreprises directement ou indirectement dans le cadre de l'approvisionnement des forces armées; relative à la production ou au commerce d'armes, de munitions et de matériel de guerre; relative à des marchés publics indispensables pour la sécurité nationale ou pour les besoins de la défense nationale; ou décidée en temps de guerre ou face à toute autre situation d'urgence dans les relations internationales. Les Parties peuvent également entreprendre toute action en vue d'honorer leurs obligations pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Les Parties s'informent mutuellement, dans toute la mesure possible, des mesures adoptées et de leur élimination.

4.5. L'article 58 énonce des exceptions concernant la fiscalité et autorise l'UE ou un État AFOA signataire à faire des distinctions, dans l'application des dispositions pertinentes de sa législation fiscale, entre les contribuables, notamment pour ce qui a trait à leur lieu de résidence ou au lieu où leurs capitaux sont investis. Les Parties ont le droit d'adopter ou d'appliquer des mesures visant à prévenir la fraude ou l'évasion fiscales en application d'accords visant à éviter la double imposition, d'autres arrangements fiscaux, ou de la législation fiscale interne. Aucune disposition de l'Accord n'affecte les droits et obligations de l'UE ou d'un État AFOA signataire découlant de toute convention fiscale. En cas d'incompatibilité entre l'Accord et une convention de ce type, la convention prime dans la mesure de l'incompatibilité.

4.4 Adhésion et dénonciation

4.6. L'adhésion à l'Accord, avec l'accord des Parties, est autorisée pour d'autres États AFOA, à savoir: Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Malawi et le Soudan (article 66). L'Accord entrera en vigueur pour la partie adhérente conformément aux procédures légales applicables de l'UE, des États AFOA et de la partie adhérente. L'UE s'efforcera d'appliquer l'Accord à la partie adhérente aussi rapidement que possible. Tout autre État de la région AFOA peut demander à adhérer à l'Accord, demande qui sera présentée au Comité APE qui peut fixer des conditions et des modalités spécifiques applicables à l'adhésion de l'État en question. L'Accord entrera en vigueur pour l'État adhérent à la date du dépôt de son instrument d'adhésion.

4.7. L'article 67 exige que le Comité APE soit averti de toute demande d'une tierce partie souhaitant devenir membre de l'UE. Pendant les négociations en vue de l'adhésion, l'UE fournit aux États AFOA toutes les informations utiles et ceux-ci font part à l'UE de leurs préoccupations, afin qu'elle puisse en tenir le plus grand compte. Toute adhésion à l'UE est notifiée par l'UE aux États AFOA. Le nouvel État membre de l'UE adhérera à l'Accord à compter de la date de son adhésion à

l'UE en vertu d'une clause inscrite à cet effet dans l'acte d'adhésion.²³ Les Parties réexamineront les effets de l'adhésion à l'UE de nouveaux États membres sur l'Accord et le Comité APE pourra décider de mesures d'adaptation ou de maintien éventuellement nécessaires.

4.8. Bien qu'elle ne soit pas directement liée aux dispositions de l'Accord sur l'adhésion, l'annexe II de l'Accord concernant les engagements de libéralisation des droits de douane entre les Parties s'applique uniquement à l'UE et aux États AfOA signataires (les Comores, Madagascar, Maurice, les Seychelles, la Zambie et le Zimbabwe). La notification à l'OMC n'inclut qu'un sous-groupe des États AfOA signataires (à savoir Madagascar, Maurice, les Seychelles et le Zimbabwe). L'article 6 de l'Accord dispose que quand un État AfOA ne figurant pas à l'annexe II souhaite rejoindre le chapitre II (régime commercial pour les marchandises), il doit notifier son intention au Comité APE qui peut ensuite modifier ladite annexe. Les Parties indiquent que les Comores et la Zambie ont paraphé l'Accord mais ne l'ont jamais signé.

4.9. L'UE ou un État AfOA signataire peut communiquer par écrit, en tout temps, son intention de dénoncer l'Accord; la dénonciation prendra effet un mois après la notification à l'autre Partie. L'Accord restera en vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur de l'APE complet (article 62).

4.5 Cadre institutionnel

4.10. L'article 64 de l'Accord établit un Comité APE qui est responsable de l'administration de l'Accord, y compris la coopération au développement telle que prévue par l'Accord (section 4.10 ci-après) et l'exécution de toute autre tâche mentionnée dans l'Accord.

4.11. Le Comité APE sera composé de représentants des Parties et adoptera son règlement intérieur dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur de l'Accord. Ce règlement a été adopté et le Comité s'est réuni quatre fois. Au cours de ces réunions, diverses questions ont été abordées, notamment l'examen de la mise en œuvre de l'Accord, le suivi, certaines questions douanières (comme le cumul et la dérogation), la coopération au développement et le soutien pour la mise en œuvre, les décisions de l'UE relatives à la compétitivité des États AfOA, l'adhésion de la Croatie à l'UE, les négociations concernant d'autres APE, les grandes lignes des négociations commerciales entre les Parties et des tierces parties, et l'évolution de la situation à l'OMC. La cinquième réunion du Comité APE s'est tenue les 12 et 13 décembre 2016.

4.6 Règlement des différends

4.12. La prévention et le règlement des différends sont abordés dans les articles 54 et 55 de l'Accord. Au titre de l'article 54, les Parties s'efforcent de régler tout différend concernant l'interprétation et l'application de l'Accord en engageant une concertation de bonne foi afin de parvenir à une solution mutuellement satisfaisante. La demande de concertation doit être communiquée par écrit à l'autre Partie et préciser la mesure en cause et les dispositions de l'Accord auxquelles, selon la Partie, la mesure n'est pas conforme. La concertation doit avoir lieu dans les 40 jours suivant la présentation de la demande (15 jours pour les questions urgentes, y compris celles relatives à des denrées périssables ou saisonnières) et sera réputée conclue dans les 60 jours suivant cette date (30 jours pour les questions urgentes), sauf si les deux Parties conviennent de poursuivre la concertation. Celle-ci doit demeurer confidentielle.

4.13. En l'absence d'une solution au moyen de la concertation, l'une ou l'autre des Parties peut demander le règlement du différend par voie d'arbitrage (article 55). Chaque Partie désignera un arbitre dans les 30 jours suivant la date de la demande d'arbitrage, qui est notifiée à l'autre Partie et au Comité APE. La demande doit préciser la mesure en cause et les dispositions de l'Accord avec lesquelles elle est réputée ne pas être en conformité selon la Partie requérante. Un troisième arbitre doit être désigné par les deux arbitres. S'ils n'y parviennent pas, chaque Partie peut demander au Secrétaire général de la Cour permanente d'arbitrage pour les organisations internationales et les États de nommer le deuxième ou le troisième arbitre.

4.14. À moins qu'ils n'en décident autrement, les arbitres, conformément à la procédure prévue par le règlement d'arbitrage facultatif de la Cour permanente d'arbitrage, rendront une décision à

²³ Si une adhésion automatique à l'Accord n'est pas prévue dans l'acte d'adhésion à l'UE, le nouvel État membre de l'UE adhèrera à l'Accord en déposant un acte d'adhésion auprès des deux dépositaires, qui se chargeront de transmettre des copies certifiées conformes aux États AfOA.

la majorité dans un délai de 90 jours et s'efforceront de rendre une décision dans un délai de 60 jours pour les questions urgentes. Chaque partie au différend est tenue de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'application de la décision des arbitres. Pour les différends portant sur la coopération en matière de financement du développement, les procédures énoncées à l'article 98 de l'Accord de Cotonou s'appliquent.

4.7 Rapports avec d'autres accords conclus par les Parties

4.15. L'Accord restera en vigueur jusqu'à ce que l'APE complet entre en vigueur (article 62). En cas d'incompatibilité entre l'Accord et l'APE complet, ce dernier primera dans la mesure de l'incompatibilité (article 59).

4.16. En vertu de l'article 65, aucune disposition de l'Accord ne doit faire obstacle à l'application de mesures jugées appropriées et prévues par les articles 11b, 96 et 97 de l'Accord de Cotonou, selon les procédures que ceux-ci prévoient. En cas d'incompatibilité entre l'Accord et les dispositions du titre II de la partie 3 de l'Accord de Cotonou, exception faite des dispositions relatives à la coopération au développement qui y sont prévues, les dispositions de l'Accord primeront.

4.17. Étant donné que certains États AfoA signataires ne sont pas Membres de l'OMC, les références aux Accords de l'OMC et à des organes et comités de l'OMC qui figurent dans l'Accord ne peuvent être interprétées comme imposant des obligations découlant desdits Accords de l'OMC ou des décisions adoptées par ses organes et allant au-delà des obligations expressément prises par ces États signataires dans le cadre de l'Accord. En cas d'incompatibilité entre les dispositions des Accords de l'OMC ou les décisions des organes et comités de l'OMC et les dispositions de l'Accord, ces dernières primeront toujours pour les États AfoA signataires non Membres de l'OMC. Les Parties conviennent par ailleurs qu'aucune disposition de l'Accord ne les oblige, elles ou les États AfoA signataires, à agir d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'OMC (article 65).

4.18. Les accords commerciaux régionaux conclus par les Parties sont énumérés dans le tableau 4.1.

Tableau 4.1 UE – Madagascar, Maurice, Seychelles et Zimbabwe: participation à d'autres ACR (notifiés ou non, en vigueur), au 17 août 2017

Nom de l'ACR	Date d'entrée en vigueur	Champ d'application	Notification au GATT/à l'OMC	
			Année	Disposition de l'OMC
UNION EUROPÉENNE				
UE-Colombie et Pérou – Adhésion de l'Équateur	1 ^{er} janvier 2017	Marchandises et services	2017	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
UE-Ghana	15 décembre 2016	Marchandises	2017	Article XXIV du GATT
UE-SADC*	10 octobre 2016	Marchandises	2017	Article XXIV du GATT
UE-Côte d'Ivoire	3 septembre 2016	Marchandises	2008	Article XXIV du GATT
UE-Géorgie	1 ^{er} septembre 2014	Marchandises et services	2014	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
UE-République de Moldova	1 ^{er} septembre 2014	Marchandises et services	2014	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
UE-Cameroun	4 août 2014	Marchandises	2009	Article XXIV du GATT
UE-Ukraine	23 avril 2014	Marchandises et services	2014	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
UE-Amérique centrale**	1 ^{er} août 2013	Marchandises et services	2013	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
UE-Colombie et Pérou	1 ^{er} mars 2013	Marchandises et services	2013	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
UE-République de Corée	1 ^{er} juillet 2011	Marchandises et services	2011	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
UE-Serbie	1 ^{er} février 2010	Marchandises	2010	Article XXIV du GATT
UE-Papouasie-Nouvelle-Guinée/Fidji	1 ^{er} septembre 2013	Services	2013	Article V de l'AGCS
	20 décembre 2009	Marchandises	2011	Article XXIV du GATT
APE UE-États du CARIFORUM	1 ^{er} novembre 2008	Marchandises et services	2008	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
UE-Bosnie-Herzégovine	1 ^{er} juillet 2008	Marchandises	2008	Article XXIV du GATT
	1 ^{er} juin 2015	Services	2016	Article V de l'AGCS

Nom de l'ACR	Date d'entrée en vigueur	Champ d'application	Notification au GATT/à l'OMC	
			Année	Disposition de l'OMC
UE-Monténégro	1 ^{er} janvier 2008 1 ^{er} mai 2010	Marchandises Services	2008 2010	Article XXIV du GATT Article V de l'AGCS
UE-Albanie	1 ^{er} décembre 2006 1 ^{er} avril 2009	Marchandises Services	2007 2009	Article XXIV du GATT Article V de l'AGCS
UE-Algérie	1 ^{er} septembre 2005	Marchandises	2006	Article XXIV du GATT
UE-Égypte	1 ^{er} juin 2004	Marchandises	2004	Article XXIV du GATT
UE-Liban	1 ^{er} mars 2003	Marchandises	2003	Article XXIV du GATT
UE-Chili	1 ^{er} février 2003 1 ^{er} mars 2005	Marchandises Services	2004 2005	Article XXIV du GATT Article V de l'AGCS
UE-Jordanie	1 ^{er} mai 2002	Marchandises	2002	Article XXIV du GATT
UE-Saint-Marin	1 ^{er} avril 2002	Marchandises	2010	Article XXIV du GATT
UE-ex-République yougoslave de Macédoine	1 ^{er} juin 2001 1 ^{er} avril 2004	Marchandises Services	2001 2009	Article XXIV du GATT Article V de l'AGCS
UE-Mexique	1 ^{er} juillet 2000 1 ^{er} octobre 2000	Marchandises Services	2000 2002	Article XXIV du GATT Article V de l'AGCS
UE-Israël	1 ^{er} juin 2000	Marchandises	2000	Article XXIV du GATT
UE-Maroc	1 ^{er} mars 2000	Marchandises	2000	Article XXIV du GATT
UE-Afrique du Sud	1 ^{er} janvier 2000	Marchandises	2000	Article XXIV du GATT
UE-Tunisie	1 ^{er} mars 1998	Marchandises	1999	Article XXIV du GATT
UE-Autorité palestinienne	1 ^{er} juillet 1997	Marchandises	1997	Article XXIV du GATT
UE-îles Féroé	1 ^{er} janvier 1997	Marchandises	1997	Article XXIV du GATT
UE-Turquie	1 ^{er} janvier 1996	Marchandises	1995	Article XXIV du GATT
Espace économique européen (EEE)	1 ^{er} janvier 1994	Services	1996	Article V de l'AGCS
UE-Andorre	1 ^{er} juillet 1991	Marchandises	1998	Article XXIV du GATT
UE-Syrie	1 ^{er} juillet 1977	Marchandises	1977	Article XXIV du GATT
UE-Norvège	1 ^{er} juillet 1973	Marchandises	1973	Article XXIV du GATT
UE-Islande	1 ^{er} avril 1973	Marchandises	1972	Article XXIV du GATT
UE-Suisse-Liechtenstein	1 ^{er} janvier 1973	Marchandises	1972	Article XXIV du GATT
UE-pays et territoires d'outre-mer (PTOM)	1 ^{er} janvier 1971	Marchandises	1970	Article XXIV du GATT
UE-Kosovo	1 ^{er} avril 2016	Marchandises	Non notifié	
MADAGASCAR				
Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) – Adhésion des Seychelles	25 mai 2015	Marchandises	2016	Article XXIV du GATT
Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) – Adhésion de l'Égypte	17 février 1999	Marchandises	2017	Clause d'habilitation
Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) – Adhésion de Madagascar	n.d.	Marchandises	Non notifié	
Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) – Adhésion de Madagascar	n.d.	Marchandises	Non notifié	
MAURICE				
Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) – Adhésion des Seychelles	25 mai 2015	Marchandises	2016	Article XXIV du GATT
Turquie-Maurice	1 ^{er} juin 2013	Marchandises	2013	Article XXIV du GATT
Maurice-Pakistan	30 novembre 2007	Marchandises	2015	Clause d'habilitation
Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)	1 ^{er} septembre 2000	Marchandises	2004	Article XXIV du GATT
Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) – Adhésion de l'Égypte	17 février 1999	Marchandises	2017	Clause d'habilitation
Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)	8 décembre 1994	Marchandises	1995	Clause d'habilitation
SEYCHELLES				
Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) – Adhésion des Seychelles	25 mai 2015	Marchandises	2016	Article XXIV du GATT
Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)	1 ^{er} septembre 2000	Marchandises	2004	Article XXIV du GATT
Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) – Adhésion de l'Égypte	17 février 1999	Marchandises	2017	Clause d'habilitation

Nom de l'ACR	Date d'entrée en vigueur	Champ d'application	Notification au GATT/à l'OMC	
			Année	Disposition de l'OMC
Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) – Adhésion des Seychelles	n.d.	Marchandises	Non notifié	
ZIMBABWE				
Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) – Adhésion des Seychelles	25 mai 2015	Marchandises	2016	Article XXIV du GATT
Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)	1 ^{er} septembre 2000	Marchandises	2004	Article XXIV du GATT
Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) – Adhésion de l'Égypte	17 février 1999	Marchandises	2017	Clause d'habilitation
Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)	8 décembre 1994	Marchandises	1995	Clause d'habilitation
Système global de préférences commerciales entre pays en développement (SGPC)	19 avril 1989	Marchandises	1989	Clause d'habilitation
Botswana-Zimbabwe	1956, modifié en 1988	Marchandises	Non notifié	
Namibie-Zimbabwe	n.d.	Marchandises	Non notifié	

n.d. Non disponible.

* L'accord n'est pas encore appliqué car le Mozambique n'a pas achevé sa procédure de ratification.

** Dans les notifications de février 2013 (voir le document de l'OMC WT/REG332/N/1-S/C/N/680), il est indiqué que "L'application provisoire de l'Accord par toutes les parties signataires est attendue pour le deuxième trimestre de 2013"; de nouvelles notifications confirmant les dates d'entrée en vigueur pour l'UE et les pays d'Amérique centrale sont attendues.

Source: Secrétariat de l'OMC.

4.8 Marchés publics

4.19. L'Accord ne contient pas de dispositions sur les marchés publics.

4.9 Droits de propriété intellectuelle

4.20. L'Accord ne contient pas de dispositions spécifiques sur les droits de propriété intellectuelle en dehors d'un engagement pris par les Parties à l'article 53 (clause de rendez-vous), qui consiste à poursuivre les négociations conformément à l'article 3 de l'Accord sur un certain nombre de questions, y compris les droits de propriété intellectuelle. En outre, le chapitre III sur la coopération dans le secteur de la pêche engage l'UE en ce qui concerne le soutien aux États AfoA dans l'élaboration d'instruments juridiques et réglementaires appropriés en matière de DPI et le renforcement des capacités en vue de leur mise en œuvre dans les échanges internationaux, l'écoétiquetage et la protection de la propriété intellectuelle pour le développement de la pêche continentale et de l'aquaculture.

4.10 Coopération économique et coopération au développement

4.21. Au chapitre IV, les Parties conviennent de répondre aux besoins en matière de développement des États AfoA sur la base de la Stratégie de coopération au développement de l'AfoA et de la matrice de développement convenue conjointement. La matrice, qui est décrite à l'annexe IV de l'Accord, porte sur les domaines suivants: le développement des infrastructures, les secteurs productifs, l'intégration régionale, la politique et les règles commerciales, le développement des échanges, les coûts d'ajustement et les institutions. Le financement touchant la coopération au développement au titre de l'Accord doit se faire dans le cadre des règles et procédures applicables prévues par l'Accord de Cotonou, notamment les procédures de programme du Fonds européen de développement dans les cadres financiers successifs de l'UE pendant la période couverte par l'Accord, ainsi que dans le cadre des instruments pertinents financés par le budget général de l'UE. Des ressources supplémentaires doivent aussi être mobilisées par les États membres de l'UE et par d'autres donateurs (article 36).

4.22. Les domaines à couvrir sont: la coopération et l'intégration régionale, en vue de garantir une coordination transrégionale dans tous les secteurs; une politique et des règles commerciales pour aider les États AFOA à participer plus efficacement aux négociations commerciales et à mettre en œuvre les conventions internationales, la législation et les réformes réglementaires liées au commerce, entre autres choses; le développement du commerce; les infrastructures liées au commerce (y compris le transport, l'énergie et l'eau); le renforcement des capacités de production; la recherche et le développement, l'innovation et le transfert de technologies; les coûts d'ajustement liés aux échanges; l'intégration des questions d'égalité entre hommes et femmes; la responsabilisation des communautés locales; et l'intégration des questions environnementales dans le commerce et le développement. L'accent sera mis sur le développement du secteur privé et des infrastructures, les ressources naturelles et l'environnement, l'agriculture, la pêche, les services (y compris le tourisme) et les questions liées au commerce (concurrence, droits de propriété intellectuelle, normes, facilitation des échanges et statistiques) (article 38).

4.23. Le titre II reconnaît l'importance de la coopération pour développer le secteur privé, qui est vu comme le principal moteur de la création de richesse. La coopération couvrira, entre autres, l'investissement, le développement industriel et l'amélioration de la compétitivité, le développement des microentreprises et des petites et moyennes entreprises (PME), le développement des industries extractives, de l'exploitation des minerais et du tourisme, ainsi que d'autres secteurs de production. La coopération en matière d'infrastructures (titre III) couvre le développement d'infrastructures physiques (transport, énergie, technologies de l'information et des communications). Le titre IV concerne la coopération pour une gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement, qui couvrira le patrimoine naturel, y compris les ressources en eau, et l'environnement, notamment la biodiversité, et renforcera les liens entre le commerce et l'environnement. Elle couvrira en outre le soutien à la mise en œuvre des accords, conventions et traités internationaux sur l'environnement.

ANNEXE 1

1. Le tableau A1.1 présente la libéralisation tarifaire opérée par l'UE pour les importations en provenance des États AfOA et les tableaux A1.2 à A1.5 présentent la libéralisation tarifaire opérée par Madagascar, Maurice, les Seychelles et le Zimbabwe, respectivement, pour les importations en provenance de l'UE. Les indicateurs sont présentés pour l'ensemble des produits, agricoles et non agricoles, et comparés à la moyenne des droits NPF pour l'année d'entrée en vigueur de l'Accord.

2. En 2012, le droit NPF appliqué moyen dans l'UE était de 5,1% pour l'ensemble des produits, de 9,2% pour les produits agricoles et de 5,9% pour les produits non agricoles. Globalement, 24,6% du tarif douanier était en franchise de droits, cette part étant respectivement de 18,4% et de 26,4% pour les produits agricoles et pour les produits non agricoles. À la suite de l'entrée en vigueur de l'Accord, 99,8% du tarif douanier est passé en franchise de droits pour les importations en provenance des États AfOA, dont 100% pour les produits agricoles et 99,8% pour les produits non agricoles. Les exportateurs des États AfOA ont en conséquence bénéficié d'une marge de préférence relative de 100% sur le marché de l'UE.

Tableau A1.1 UE: indicateurs des taux de droits NPF et des taux préférentiels applicables aux importations en provenance des États AfOA (Madagascar, Maurice, Seychelles et Zimbabwe)

Origine des marchandises	Année	ENSEMBLE DES PRODUITS			Produits agricoles ^a			Produits non agricoles		
		Droit moyen appliqué		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Droit moyen appliqué		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Droit moyen appliqué		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)
		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)	
NPF	2012	5,1	7,0	24,6	9,2	12,7	18,4	4,4	5,9	26,4
AfOA	2012	0,0	2,7	99,8	0,0	0,0	100,0	0,0	2,7	99,8

a Définition de l'OMC.

Note: Les calculs ne tiennent pas compte des lignes tarifaires soumises à des taux contingentaires. Le calcul des moyennes ne tient pas compte des taux spécifiques mais prend en compte l'élément *ad valorem* des droits alternatifs.
Sur la base de la nomenclature du SH2012.

Source: Estimations de l'OMC d'après les données communiquées par les autorités de l'UE.

3. Le tableau A1.2 présente la libéralisation tarifaire opérée par Madagascar pour les importations en provenance de l'UE. En 2014, le droit NPF moyen appliqué par Madagascar était de 12,2% pour l'ensemble des produits, et de 14,4% et 11,8% pour les produits agricoles et les produits non agricoles, respectivement. Environ 6% du tarif douanier était en franchise de droits, cette part étant de 6% aussi pour les produits non agricoles et de 6,5% pour les produits agricoles. À la suite de l'entrée en vigueur de l'Accord, le droit appliqué moyen pour les importations en provenance de l'UE est tombé à 8,7% pour l'ensemble des produits et à 10,2% et 8,4% pour les produits agricoles et les produits non agricoles, respectivement. Les exportateurs de l'UE ont ainsi bénéficié d'une marge de préférence relative de 28,7% pour l'ensemble des produits, et de 29,2% et 28,8% pour les produits agricoles et les produits non agricoles, respectivement. La part des lignes en franchise de droit est passée à 26,5% pour l'ensemble des produits, à 34,7% pour les produits agricoles et à 25,1% pour les produits non agricoles. À la fin de la période de mise en œuvre de l'Accord par Madagascar en 2022, il est prévu que 87,5% du tarif douanier sera en franchise de droits pour les importations en provenance de l'UE, cette part étant de 52% pour les produits agricoles et de 93,7% pour les produits non agricoles.

Tableau A1.2 Madagascar: indicateurs des taux de droits NPF et des taux préférentiels applicables aux importations en provenance de l'UE

Origine des marchandises	Année	ENSEMBLE DES PRODUITS			Produits agricoles ^a			Produits non agricoles		
		Droit moyen appliqué		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Droit moyen appliqué		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Droit moyen appliqué		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)
		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)	
NPF	2014	12,2	13,0	6,0	14,4	15,4	6,5	11,8	12,5	6,0
UE	2014	8,7	11,8	26,5	10,2	15,6	34,7	8,4	11,2	25,1
	2015	7,9	10,8	26,5	10,0	15,3	34,7	7,6	10,1	25,1
	2016	7,1	9,7	26,5	9,8	15,1	34,7	6,6	8,9	25,1
	2017	7,1	9,7	26,5	9,8	15,1	34,7	6,6	8,9	25,1
	2018	6,3	8,6	26,5	9,7	14,9	34,7	5,7	7,6	25,1
	2019	6,3	8,6	26,5	9,7	14,9	34,7	5,7	7,6	25,1
	2020	4,5	6,1	26,5	9,3	14,2	34,7	3,7	4,9	25,1
	2021	4,5	6,1	26,5	9,3	14,2	34,7	3,7	4,9	25,1
	2022	2,3	18,2	87,5	8,7	18,2	52,0	1,1	18,3	93,7

a Définition de l'OMC.

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2012.

Source: Estimations de l'OMC d'après les données communiquées par les autorités de Madagascar.

4. Le tableau A1.3 présente la libéralisation tarifaire opérée par Maurice pour les importations en provenance de l'UE. En 2012, le droit NPF appliqué moyen à Maurice était de 1,1% pour l'ensemble des produits, de 1,7% pour les importations de produits agricoles et de 1% pour les importations de produits non agricoles. 88,6% du tarif douanier était en franchise de droits, dont 87,7% et 88,7% des lignes tarifaires agricoles et non agricoles, respectivement. À la suite de l'entrée en vigueur de l'Accord, la part des lignes en franchise de droits pour les importations en provenance de l'UE n'a pas changé en 2012 mais est passée à 89,1% pour l'ensemble des produits en 2013, la part des lignes en franchise de droits pour les produits agricoles et les produits non agricoles passant à 90,1% et 89%, respectivement. En 2013, le droit global pour les importations en provenance de l'UE est tombé à 1%, ce qui a donné aux exportateurs de l'UE une marge de préférence relative de 9% pour l'ensemble des produits, de 23,5% pour les produits agricoles et de 10% pour les produits non agricoles. D'ici à la fin de la période de mise en œuvre de l'Accord en 2022, il est prévu que la part des lignes en franchise de droits atteindra 98,2% pour l'ensemble des produits, 97,9% pour les produits agricoles et 98,3% pour les produits non agricoles.

Tableau A1.3 Maurice: indicateurs des taux de droits NPF et des taux préférentiels applicables aux importations en provenance de l'UE

Origine des marchandises	Année	ENSEMBLE DES PRODUITS			Produits agricoles ^a			Produits non agricoles		
		Droit moyen appliqué		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Droit moyen appliqué		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Droit moyen appliqué		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)
		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)	
NPF	2012	1,1	16,5	88,6	1,7	14,1	87,7	1,0	17,3	88,7
UE	2012	1,1	16,5	88,6	1,7	14,1	87,7	1,0	17,3	88,7
	2013	1,0	15,4	89,1	1,3	13,6	90,1	0,9	15,9	89,0
	2014	1,0	14,9	89,1	1,3	13,5	90,1	0,9	15,3	89,0
	2015	0,8	13,0	89,1	1,2	11,8	90,1	0,8	13,4	89,0
	2016	0,8	13,0	89,1	1,2	11,8	90,1	0,8	13,4	89,0
	2017	0,8	14,3	89,8	1,2	12,1	90,5	0,7	14,9	89,8
	2018	0,7	11,6	89,8	0,9	9,3	90,5	0,6	12,4	89,8
	2019	0,7	11,6	89,8	0,9	9,3	90,5	0,6	12,4	89,8

Origine des marchandises	Année	ENSEMBLE DES PRODUITS			Produits agricoles ^a			Produits non agricoles		
		Droit moyen appliqué		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Droit moyen appliqué		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Droit moyen appliqué		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)
		Globale-ment (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globale-ment (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globale-ment (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)	
	2020	0,5	9,0	89,8	0,6	6,4	90,5	0,5	9,8	89,8
	2021	0,5	9,0	89,8	0,6	6,4	90,5	0,5	9,8	89,8
	2022	0,3	19,2	98,2	0,3	16,1	97,9	0,3	19,8	98,3

a Définition de l'OMC.

Note: Couvre les chapitres 1 à 97 du SH.
Sur la base de la nomenclature du SH2012.

Source: Estimations de l'OMC d'après les données communiquées par les autorités de Maurice.

5. Le tableau A1.4 présente la libéralisation tarifaire opérée par les Seychelles pour les importations en provenance de l'UE. En 2013, le droit NPF appliqué moyen aux Seychelles était de 7,2% pour l'ensemble des produits, de 12,2% pour les produits agricoles et de 6,2% pour les produits non agricoles. À la suite de l'entrée en vigueur de l'Accord, le droit moyen appliqué aux importations en provenance de l'UE est tombé à 3,1% pour l'ensemble des produits, à 5,9% pour les produits agricoles et à 2,6% pour les produits non agricoles. Les exportateurs de l'UE ont ainsi bénéficié d'une marge de préférence relative de 57% pour l'ensemble des produits, de 51,6% pour les produits agricoles et de 58,1% pour les produits non agricoles. La part des lignes en franchise de droit pour les importations en provenance de l'UE est passée de 84,3% à 87,6% pour l'ensemble des produits, de 73,9% à 83,7% pour les produits agricoles et de 86,2% à 88,3% pour les produits non agricoles. D'ici à la fin de la période de mise en œuvre en 2022, il est prévu que, concernant les importations en provenance de l'UE, 95,4% des lignes tarifaires seront libéralisées pour l'ensemble des produits, dont 91,3% pour les produits agricoles et 96,1% pour les produits non agricoles.

Tableau A1.4 Seychelles: indicateurs des taux de droits NPF et des taux préférentiels applicables aux importations en provenance de l'UE

Origine des marchandises	Année	ENSEMBLE DES PRODUITS			Produits agricoles ^a			Produits non agricoles		
		Droit moyen appliqué		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Droit moyen appliqué		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Droit moyen appliqué		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)
		Globale-ment (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globale-ment (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globale-ment (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)	
NPF	2013	7,2	45,8	84,3	12,2	47,0	73,9	6,2	45,4	86,2
UE	2013	3,1	24,8	87,6	5,9	36,1	83,7	2,6	21,9	88,3
	2014	2,9	23,6	87,6	5,8	35,6	83,7	2,4	20,6	88,3
	2015	2,4	19,3	87,6	4,7	28,7	83,7	2,0	17,0	88,3
	2016	2,3	18,2	87,6	4,6	28,1	83,7	1,8	15,7	88,3
	2017	2,1	19,6	89,2	4,5	28,0	83,9	1,7	17,1	90,0
	2018	2,0	18,6	89,2	4,4	27,4	83,9	1,6	16,0	90,0
	2019	1,9	17,7	89,2	4,3	26,9	83,9	1,5	15,0	90,0
	2020	1,8	16,5	89,2	4,2	26,3	83,9	1,3	13,6	90,8
	2021	1,7	15,3	89,2	4,1	25,7	83,9	1,2	12,3	90,8
	2022	1,3	29,2	95,4	3,7	43,3	91,3	0,9	23,5	96,1

a Définition de l'OMC.

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2007.

Source: Estimations de l'OMC d'après les données communiquées par les autorités des Seychelles.

6. Le tableau A1.5 présente la libéralisation tarifaire opérée par le Zimbabwe pour les importations en provenance de l'UE. En 2012, le droit NPF appliqué moyen au Zimbabwe était de 15,4% pour l'ensemble des produits, les moyennes étant de 24,3% pour les produits agricoles et de 13,9% pour les produits non agricoles. Environ 10,8% du tarif douanier était en franchise de droits, cette part étant de 5,8% pour les produits agricoles et de 11,7% pour les produits non agricoles. À la suite de l'entrée en vigueur de l'Accord, le droit moyen appliqué par le Zimbabwe pour les importations en provenance de l'UE est tombé à 7,1% pour l'ensemble des produits, à

8,3% pour les produits agricoles et à 6,9% pour les produits non agricoles. En conséquence, les exportateurs de l'UE bénéficiaient d'une marge de préférence relative de 53,9% pour l'ensemble des produits, de 65,8% pour les produits agricoles et de 50,4% pour les exportations de produits non agricoles. La part des lignes en franchise de droits est passée à 30,8% pour l'ensemble des produits, à 41,5% pour les produits agricoles et à 29,1% pour les produits non agricoles. À la fin de la période de mise en œuvre, il est prévu que la part des lignes en franchise de droits atteindra 85,8% pour l'ensemble des produits, 84,4% pour les produits agricoles et 86,1% pour les produits non agricoles.

Tableau A1.5 Zimbabwe: indicateurs des taux de droits NPF et des taux préférentiels applicables aux importations en provenance de l'UE

Origine des marchandises	Année	ENSEMBLE DES PRODUITS			Produits agricoles ^a			Produits non agricoles		
		Droit moyen appliqué		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Droit moyen appliqué		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Droit moyen appliqué		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)
		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)	
NPF	2012	15,4	17,3	10,8	24,3	25,9	5,8	13,9	15,8	11,7
UE	2012	7,1	13,9	48,5	8,3	16,6	47,4	6,9	13,5	48,7
	2013	7,1	13,9	48,5	8,3	16,6	47,4	6,9	13,5	48,7
	2014	6,7	13,2	48,5	7,7	15,4	47,4	6,6	12,8	48,7
	2015	6,7	13,2	48,5	7,7	15,4	47,4	6,6	12,8	48,7
	2016	6,7	13,2	48,5	7,7	15,4	47,4	6,6	12,8	48,7
	2017	6,4	12,5	48,5	7,1	14,2	47,4	6,2	12,2	48,7
	2018	6,2	12,2	48,5	7,0	13,9	47,4	6,1	11,9	48,7
	2019	6,1	11,9	48,5	6,8	13,5	47,4	6,0	11,6	48,7
	2020	5,9	11,5	48,5	6,5	13,0	47,4	5,8	11,3	48,7
	2021	5,1	9,9	48,5	5,6	11,3	47,4	5,0	9,7	48,7
	2022	3,6	26,9	85,8	4,1	37,0	84,4	3,6	25,6	86,1

a Définition de l'OMC.

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2012.

Source: Estimations de l'OMC d'après les données communiquées par les autorités du Zimbabwe.

7. Les tableaux A1.6 à A1.9 présentent les possibilités d'accès au marché de l'UE pour les 25 principaux produits d'exportation des États AFOA. Le tableau A1.6 présente les possibilités d'accès au marché de l'UE pour les 25 principaux produits d'exportation de Madagascar, qui représentaient 54,7% de ses exportations totales et étaient couverts par 89 lignes du tarif douanier de l'UE. Avant l'entrée en vigueur de l'Accord, 17 de ces lignes étaient déjà en franchise de droits sur une base NPF; à la suite de l'entrée en vigueur de l'Accord, les lignes restantes ont été libéralisées. En 2012, lorsque l'Accord est entré en vigueur pour l'UE, les 25 principaux produits d'exportation de Maurice représentaient 67,8% de ses exportations totales et étaient couverts par 71 lignes du tarif douanier de l'UE (tableau A1.7). Douze de ces lignes étaient déjà en franchise de droits sur une base NPF. À la suite de l'entrée en vigueur de l'Accord, les 59 lignes restantes ont été libéralisées. Le tableau A1.8 présente les possibilités d'accès au marché de l'UE pour les 25 principaux produits d'exportation des Seychelles, qui représentaient 54,2% de ses exportations totales et étaient couverts par 87 lignes du tarif douanier de l'UE. Avant l'entrée en vigueur de l'Accord, 25 de ces lignes étaient déjà en franchise de droits sur une base NPF; à la suite de l'entrée en vigueur de l'Accord, les 62 lignes restantes ont été libéralisées. Le tableau A1.9 présente les possibilités d'accès au marché de l'UE pour les 25 principaux produits d'exportation du Zimbabwe, qui représentaient 88,4% de ses exportations totales et étaient couverts par 47 lignes du tarif douanier de l'UE. Sur ces 47 lignes, 29 étaient en franchise de droits sur une base NPF. À la suite de l'entrée en vigueur de l'Accord, les 18 lignes restantes ont aussi bénéficié de la franchise de droits.

Tableau A1.6 UE: possibilités d'accès au marché au titre de l'Accord pour les 25 principaux produits exportés par Madagascar

Principaux produits exportés par Madagascar en 2009-2011			Conditions d'accès aux marchés d'importation de l'UE			
N° du SH et désignation du produit		Part des exportations mondiales (%)	NPF 2012			En franchise de droits en 2012
			Taux NPF appliqué moyen (%)	En franchise de droits	Lignes passibles de droits	
611011	-- De laine	5,3	11,5		3	3
271019	-- Autres	5,3	2,6	8	17	17
090710	- Non broyés ni pulvérisés	3,4	8,0		1	1
090720	- Broyés ou pulvérisés	3,4	8,0		1	1
261400	Minerais de titane et leurs concentrés.	3,2	0,0	1		
030616	-- Crevettes d'eau froide (<i>Pandalus</i> spp., <i>Crangon crangon</i>)	3,0	16,7		3	3
030617	-- Autres crevettes	3,0	14,3		6	6
160414	-- Thons, listaos et bonites (<i>Sarda</i> spp.)	2,8	24,3		4	4
620462	-- De coton	2,8	12,0		7	7
330129	-- Autres	2,3	1,6	2	4	4
611020	- De coton	2,2	12,0		3	3
621410	- De soie ou de déchets de soie	2,0	8,0		1	1
620342	-- De coton	1,9	12,0		7	7
261000	Minerais de chrome et leurs concentrés	1,6	0,0	1		
611012	-- De chèvre de Cachemire	1,5	12,0		2	2
880240	- Avions et autres véhicules aériens, d'un poids à vide excédant 15 000 kg	1,4	2,7		1	1
620520	- De coton	1,2	12,0		1	1
180100	Cacao en fèves et brisures de fèves, bruts ou torréfiés	1,1	0,0	1		
710310	- Brutes ou simplement sciées ou dégrossies	1,1	0,0	1		
090510	- Non broyés ni pulvérisés	1,1	6,0		1	1
090520	- Broyés ou pulvérisés	1,1	6,0		1	1
081290	- Autres	1,0	7,2		5	5
420500	Autres ouvrages en cuir naturel ou reconstitué	1,0	2,5		3	3
200559	-- Autres	0,9	19,2		1	1
490700	Timbres-poste, timbres fiscaux et analogues, non oblitérés, ayant cours ou destinés à avoir cours dans le pays dans lequel ils ont, ou auront, une valeur faciale reconnue; papier timbré; billets de banque; chèques; titres d'actions ou d'obligations et titres similaires	0,9	0,0	3		
Total		54.7		17	72	72

Note: Le calcul des moyennes ne tient pas compte des taux spécifiques mais prend en compte l'élément *ad valorem* des droits alternatifs.
Sur la base de la nomenclature du SH2012.

Source: Estimations de l'OMC d'après les données communiquées par les autorités de l'UE et la base de données Comtrade de la DSNU.

Tableau A1.7 UE: possibilités d'accès au marché au titre de l'Accord pour les 25 principaux produits exportés par Maurice

Principaux produits exportés par Maurice en 2009-2011			Conditions d'accès aux marchés d'importation de l'UE			
N° du SH et désignation du produit		Part des exportations mondiales (%)	NPF (2012)			En franchise de droits en 2012
			Taux NPF appliqué moyen (%)	En franchise de droits	Lignes passibles de droits	
610910	- De coton	12,4	12,0		1	1
160414	-- Thons, listaos et bonites (<i>Sarda</i> spp.)	12,2	24,3		4	4
620520	- De coton	6,3	12,0		1	1
170113	-- Sucre de canne mentionné dans la note 2 de sous-positions du présent chapitre	4,4	-		2	2
170114	-- Autres sucres de canne	4,4	-		2	2
170199	-- Autres	4,3	-		2	2
620342	-- De coton	4,2	12,0		7	7
610990	- D'autres matières textiles	3,0	12,0		2	2

Principaux produits exportés par Maurice en 2009-2011			Conditions d'accès aux marchés d'importation de l'UE			
N° du SH et désignation du produit		Part des exportations mondiales (%)	NPF (2012)			En franchise de droits en 2012
			Taux NPF appliqué moyen (%)	En franchise de droits	Lignes passibles de droits	
710239	Huiles moyennes et préparations de pétrole ou minéraux bitumineux, ne contenant pas de biodiesel, n.d.a.	2,1	0,0	1		
711319	-- En autres métaux précieux, même revêtus, plaqués ou doublés de métaux précieux	1,8	2,5		1	1
620462	-- De coton	1,8	12,0		7	7
610510	- De coton	1,6	12,0		1	1
300490	Médicaments constitués par des produits mélangés ou non mélangés, préparés à des fins thérapeutiques ou prophylactiques, présentés sous forme de doses "y compris ceux destinés à être administrés par voie percutanée" ou conditionnés pour la vente au détail	1,4	0,0	1		
010611	-- Primates	1,2	0,0	1		
611020	- De coton	1,2	12,0		3	3
510610	- Contenant au moins 85% en poids de laine	0,7	3,8		2	2
230990	Préparations des types utilisés pour l'alimentation des animaux (à l'exclusion des aliments pour chiens ou chats, conditionnés pour la vente au détail)	0,7	6,4	1	14	14
520942	-- Tissus dits "Denim"	0,6	8,0		1	1
611090	- D'autres matières textiles	0,6	12,0		2	2
392390	- Autres	0,5	6,5		1	1
901890	- Autres instruments et appareils	0,5	0,0	8		
610462	-- De coton	0,5	12,0		1	1
610442	-- De coton	0,5	12,0		1	1
611011	-- De laine	0,5	11,5		3	3
420310	- Vêtements	0,5	4,0		1	1
Total		67,8		12	59	59

- visé uniquement par des droits spécifiques.

Note: Le calcul des moyennes ne tient pas compte des taux spécifiques mais prend en compte l'élément *ad valorem* des droits alternatifs.
Sur la base de la nomenclature du SH2012.

Source: Estimations de l'OMC d'après les données communiquées par les autorités de l'UE et la base de données Comtrade de la DSNU.

Tableau A1.8 UE: possibilités d'accès au marché au titre de l'Accord pour les 25 principaux produits exportés par les Seychelles

Principaux produits exportés par les Seychelles en 2009-2011			Conditions d'accès aux marchés d'importation de l'UE			
N° du SH et désignation du produit		Part des exportations mondiales (%)	NPF 2012			En franchise de droits en 2012
			Taux NPF appliqué moyen (%)	En franchise de droits	Lignes passibles de droits	
890510	- Bateaux-dragueurs	28,2	0,9	1	1	1
160414	-- Thons, listaos et bonites (<i>Sarda spp.</i>)	5,5	24,3		4	4
030232	-- Thons à nageoires jaunes (<i>Thunnus albacares</i>)	3,7	11,0	1	1	1
030349	-- Autres	3,2	11,0	1	1	1
880330	- Autres parties d'avions ou d'hélicoptères	1,5	2,7		1	1
030342	-- Thons à nageoires jaunes (<i>Thunnus albacares</i>)	1,5	4,4	4	1	1
490700	Timbres-poste, timbres fiscaux et analogues, non oblitérés, ayant cours ou destinés à avoir cours dans le pays dans lequel ils ont, ou auront, une valeur faciale reconnue; papier timbré; billets de banque; chèques; titres d'actions ou d'obligations et titres similaires	1,4	0,0	3		
030569	-- Autres	1,4	12,8		4	4
880390	- Autres	1,1	2,0		4	4
150420	- Graisses et huiles de poissons et leurs fractions,	1,0	5,5	1	1	1

Principaux produits exportés par les Seychelles en 2009-2011			Conditions d'accès aux marchés d'importation de l'UE			
N° du SH et désignation du produit		Part des exportations mondiales (%)	NPF 2012			En franchise de droits en 2012
			Taux NPF appliqué moyen (%)	En franchise de droits	Lignes passibles de droits	
	autres que les huiles de foies					
901890	- Autres instruments et appareils	0,8	0,0	8		
890391	-- Bateaux à voile, même avec moteur auxiliaire	0,8	0,9	1	1	1
030559	-- Autres	0,6	12,4		5	5
030229	-- Autres	0,6	15,0		2	2
852610	- Appareils de radiodétection et de radiosondage (radar)	0,6	3,7		1	1
901590	- Parties et accessoires	0,5	2,7		1	1
030799	-- Autres	0,4	11,6		5	5
030239	-- Autres	0,3	11,0	1	1	1
030510	- Farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets de poisson, propres à l'alimentation humaine	0,2	13,0		1	1
230990	- Autres	0,2	6,4	1	14	14
080111	-- Desséchées	0,1	0,0	1		
730840	- Matériel d'échafaudage, de coffrage, d'étalement ou d'étayage	0,1	0,0	1		
731100	Récipients pour gaz comprimés ou liquéfiés, en fonte, fer ou acier.	0,1	2,7		6	6
490810	- Décalcomanies vitrifiables	0,1	0,0	1		
852910	- Antennes et réflecteurs d'antennes de tous types; parties reconnaissables comme étant utilisées conjointement avec ces articles	0,1	3,9		7	7
Total		54,2		25	62	62

Note: Le calcul des moyennes ne tient pas compte des taux spécifiques mais prend en compte l'élément *ad valorem* des droits alternatifs.
Sur la base de la nomenclature du SH2012.

Source: Estimations de l'OMC d'après les données communiquées par les autorités de l'UE et la base de données Comtrade de la DSNU.

Tableau A1.9 UE: possibilités d'accès au marché au titre de l'Accord pour les 25 principaux produits exportés par le Zimbabwe

Principaux produits exportés par le Zimbabwe en 2009-2011			Conditions d'accès aux marchés d'importation de l'UE			
N° du SH et désignation du produit		Part des exportations mondiales (%)	NPF 2012			En franchise de droits en 2012
			Taux NPF appliqué moyen (%)	En franchise de droits	Lignes passibles de droits	
490700	Timbres-poste, timbres fiscaux et analogues, non oblitérés, ayant cours ou destinés à avoir cours dans le pays dans lequel ils ont, ou auront, une valeur faciale reconnue; papier timbré; billets de banque; chèques; titres d'actions ou d'obligations et titres similaires	15,5	0,0	3		
240120	- Tabacs partiellement ou totalement écôtés	14,3	11,2		5	5
750110	- Mattes de nickel	13,6	0,0	1		
260400	Minerais de nickel et leurs concentrés	8,7	0,0	1		
710813	-- Sous autres formes mi-ouvrées	7,8	0,0	2		
520100	Coton, non cardé ni peigné.	5,6	0,0	2		
710221	-- Bruts ou simplement sciés, clivés ou débrutés	5,1	0,0	1		
720241	-- Contenant en poids plus de 4% de carbone	3,8	4,0		2	2
060390	Fleurs et boutons de fleurs, coupés, pour bouquets ou pour ornements, frais, séchés, blanchis, teints, imprégnés ou autrement préparés	2,5	10,0		1	1
710210	Diamants non triés	1,4	0,0	1		
240220	- Cigarettes contenant du tabac	1,3	33,8		2	2
711011	-- Sous formes brutes ou en poudre	1,1	0,0	1		
170113	-- Sucre de canne mentionné dans la note 2 de sous-positions du présent chapitre	0,9	0,0		2	2
170114	-- Autres sucres de canne	0,9	0,0		2	2
270400	Cokes et semi-cokes de houille, de lignite ou de tourbe.	0,8	0,0	4		

Principaux produits exportés par le Zimbabwe en 2009-2011		Conditions d'accès aux marchés d'importation de l'UE			
N° du SH et désignation du produit	Part des exportations mondiales (%)	NPF 2012			En franchise de droits en 2012
		Taux NPF appliqué moyen (%)	En franchise de droits	Lignes passibles de droits	
	même agglomérés; charbon de cornue				
261000	Minerais de chrome et leurs concentrés.	0,7	0,0	1	
252329	Ciments Portland (à l'exclusion des ciments blancs, même colorés artificiellement)	0,6	1,7	1	1
060315	-- Lis (<i>Lilium spp.</i>)	0,6	9,7	1	1
060319	Fleurs coupées fraîches et boutons, pour bouquets ou pour ornements (à l'exclusion des roses, œillets, orchidées, chrysanthèmes et lis)	0,6	9,7	2	2
410320	- De reptiles	0,5	0,0	1	
251612	-- Simplement débité, par sciage ou autrement, en blocs ou en plaques de forme carrée ou rectangulaire	0,4	0,0	1	
750210	- Nickel non allié	0,4	0,0	1	
090240	- Thé noir (fermenté) et thé partiellement fermenté, présentés autrement	0,4	0,0	1	
970500	Collections et spécimens pour collections de zoologie, de botanique, de minéralogie, d'anatomie, ou présentant un intérêt historique, archéologique, paléontologique, ethnographique ou numismatique	0,4	0,0	1	
440710	Bois de conifères, sciés ou dédossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, même rabotés, poncés ou collés par assemblage en bout, d'une épaisseur >6 mm	0,3	0,0	7	
Total		88,4	29	18	18

Note: Le calcul des moyennes ne tient pas compte des taux spécifiques mais prend en compte l'élément *ad valorem* des droits alternatifs.
Sur la base de la nomenclature du SH2012.

Source: Estimations de l'OMC d'après les données communiquées par les autorités de l'UE et la base de données Comtrade de la DSNU.

8. Les tableaux A1.10 à A1.13 présentent les possibilités d'accès aux marchés des États AFOA pour les 25 principaux produits d'exportation de l'UE. Le tableau A1.10 présente les possibilités d'accès pour les 25 principaux produits d'exportation de l'UE, qui représentaient 31,1% de ses exportations totales vers Madagascar et étaient couverts par 56 lignes du tarif douanier de Madagascar. Avant l'entrée en vigueur de l'Accord, 19 de ces lignes étaient en franchise de droits sur une base NPF; à la suite de l'entrée en vigueur de l'Accord, 9 lignes ont bénéficié de la franchise de droits en 2014 et 27 lignes passeront en franchise de droits en 2022 – 1 ligne relative aux serviettes hygiéniques restera passible de droits; le taux NPF en 2014 était de 20%. En 2009-2011, avant que l'Accord n'entre en vigueur pour l'UE, ses 25 principaux produits d'exportation représentaient 25,2% de ses exportations totales vers Maurice et étaient couverts par 76 lignes du tarif douanier de Maurice. Soixante-quinze de ces lignes étaient déjà en franchise de droits sur une base NPF. À la suite de l'entrée en vigueur de l'Accord, en 2013, la ligne restante a été libéralisée (tableau A1.11). Le tableau A1.12 présente les possibilités d'accès au marché pour les 25 principaux produits d'exportation de l'UE, qui représentaient 26,6% de ses exportations totales vers les Seychelles et étaient couverts par 70 lignes du tarif douanier des Seychelles. Avant l'entrée en vigueur de l'Accord, 32 de ces lignes étaient déjà en franchise de droits sur une base NPF; lors de l'entrée en vigueur de l'Accord, en 2013, 11 lignes ont été libéralisées, et 2 lignes sont passées en franchise de droits en 2017. À la fin de la période de mise en œuvre, 25 lignes se rapportant toutes aux importations de véhicules automobiles resteront passibles de droits.

9. Le tableau A1.13 présente les possibilités d'accès pour les 25 principaux produits d'exportation de l'UE, qui représentaient 28,2% de ses exportations totales vers le Zimbabwe et étaient couverts par 58 lignes du tarif douanier du Zimbabwe. Sur ces 58 lignes, 11 étaient en franchise de droits sur une base NPF. Lors de l'entrée en vigueur de l'Accord, huit lignes additionnelles ont aussi bénéficié de la franchise de droits et neuf lignes passeront en franchise de droits en 2022. Après la pleine mise en œuvre par le Zimbabwe de son programme d'élimination tarifaire, 30 lignes tarifaires resteront passibles de droits, y compris celles relatives aux véhicules automobiles, aux huiles légères, aux diamants non industriels et aux articles de bijouterie ou de joaillerie.

Tableau A1.10 Madagascar: possibilités d'accès au marché au titre de l'Accord pour les 25 principaux produits exportés par l'UE

Principaux produits exportés par l'UE en 2011-2013			Conditions d'accès aux marchés d'importation de Madagascar				
N° du SH et désignation du produit	Part des exportations mondiales (%)	NPF 2014			Nombre de lignes en franchise de droits au titre de l'Accord		Restent passibles de droits
		Taux NPF appliqué moyen (%)	Nombre de lignes en franchise de droits	Nombre de lignes passibles de droits	2014	2022	
300210 - Antisérums, autres fractions du sang et produits immunologiques, même modifiés ou obtenus par voie biotechnologique	5,1	0,0	1				
300490 Médicaments constitués par des produits mélangés ou non mélangés, préparés à des fins thérapeutiques ou prophylactiques, présentés sous forme de doses	3,2	0,0	1				
271019 Huiles moyennes et préparations de pétrole ou minéraux bitumineux, ne contenant pas de biodiesel, n.d.a.	3,0	0,0	9				
870323 -- D'une cylindrée excédant 1 500 cm ³ mais n'excédant pas 3 000 cm ³	2,8	15,0		3		3	
271012 -- Huiles légères et préparations	2,0	0,0	6				
880240 - Avions et autres véhicules aériens, d'un poids à vide excédant 15 000 kg	1,9	5,0		1		1	
710813 -- Sous autres formes mi-ouvrées	1,8	20,0		2		2	
870324 -- D'une cylindrée excédant 3 000 cm ³	1,5	15,0		3		3	
961900 Serviettes et tampons hygiéniques, couches et langes pour bébés et articles similaires, en toutes matières	1,1	20,0		1			1
870332 -- D'une cylindrée excédant 1 500 cm ³ mais n'excédant pas 2 500 cm ³	0,9	15,0		3		3	
710231 -- Bruts ou simplement sciés, clivés ou débrutés	0,7	20,0		1		1	
841191 -- De turboréacteurs ou de turbopropulseurs	0,6	10,0		1		1	
870899 Parties et accessoires, pour tracteurs, véhicules automobiles pour le transport de 10 personnes ou plus, voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes, véhicules automobiles conçus pour le transport de marchandises et véhicules automobiles à usages spéciaux, n.d.a.	0,6	10,0		1		1	
880330 - Autres parties d'avions ou d'hélicoptères	0,6	10,0		1		1	
841112 -- D'une poussée excédant 25 kN	0,6	5,0		1	1		
710812 -- Sous autres formes brutes	0,6	20,0		1		1	
851712 -- Téléphones pour réseaux cellulaires et pour autres réseaux sans fil	0,6	10,0		1		1	
848180 - Autres articles de robinetterie et organes similaires	0,5	10,0		1	1		
711319 -- En autres métaux précieux, même revêtus, plaqués ou doublés de métaux précieux	0,5	20,0		4		4	
870840 - Boîtes de vitesses et leurs parties	0,4	10,0		1		1	
847989 Machines et appareils mécaniques, n.d.a.	0,4	5,0		7	7		
271020 - Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux (autres que les huiles brutes) et préparations non dénommées ni comprises ailleurs, contenant en poids 70% ou plus d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux	0,4	0,0	1				
901890 - Autres instruments et appareils	0,4	0,0	1				

Principaux produits exportés par l'UE en 2011-2013			Conditions d'accès aux marchés d'importation de Madagascar					
N° du SH et désignation du produit		Part des exportations mondiales (%)	NPF 2014			Nombre de lignes en franchise de droits au titre de l'Accord		Restent passibles de droits
			Taux NPF appliqué moyen (%)	Nombre de lignes en franchise de droits	Nombre de lignes passibles de droits	2014	2022	
851762	-- Appareils pour la réception, la conversion et la transmission ou la régénération de la voix, d'images ou d'autres données, y compris les appareils de commutation et de routage	0,4	10,0		1		1	
870322	-- D'une cylindrée excédant 1 000 cm ³ mais n'excédant pas 1 500 cm ³	0,4	15,0		3		3	
Total		31.1		19	37	9	27	1

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2012.

Source: Estimations de l'OMC d'après les données communiquées par les autorités de Madagascar et Eurostat.

Tableau A1.11 Maurice: possibilités d'accès au marché au titre de l'Accord pour les 25 principaux produits exportés par l'UE

Principaux produits exportés par l'UE en 2009-2011			Conditions d'accès aux marchés d'importation de Maurice			
N° du SH et désignation du produit		Part des exportations mondiales (%)	NPF 2012			Nombre de lignes en franchise de droits au titre de l'Accord 2013
			Taux NPF appliqué moyen (%)	Nombre de lignes en franchise de droits	Nombre de lignes passibles de droits	
300490	Médicaments constitués par des produits mélangés ou non mélangés, préparés à des fins thérapeutiques ou prophylactiques, présentés sous forme de doses "y compris ceux destinés à être administrés par voie percutanée" ou conditionnés pour la vente au détail	3,8	0,0	1		
870323	-- D'une cylindrée excédant 1 500 cm ³ mais n'excédant pas 3 000 cm ³	2,5	0,0	16		
271020	- Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux (autres que les huiles brutes) et préparations non dénommées ni comprises ailleurs, contenant en poids 70% ou plus d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux	2,5	0,0	1		
880240	- Avions et autres véhicules aériens, d'un poids à vide excédant 15 000 kg	1,9	0,0	1		
870324	-- D'une cylindrée excédant 3 000 cm ³	1,6	0,0	8		
271019	Huiles moyennes et préparations de pétrole ou minéraux bitumineux, ne contenant pas de biodiesel, n.d.a.	1,3	0,0	11		
271012	-- Huiles légères et préparations	1,1	0,0	2		
710813	-- Sous autres formes mi-ouvrées	0,9	0,0	1		
870332	-- D'une cylindrée excédant 1 500 cm ³ mais n'excédant pas 2 500 cm ³	0,8	0,0	16		
300210	- Antisérums, autres fractions du sang et produits immunologiques, même modifiés ou obtenus par voie biotechnologique	0,7	0,0	1		
841191	-- De turboréacteurs ou de turbopropulseurs	0,7	0,0	1		
710231	-- Bruts ou simplement sciés, clivés ou débrutés	0,7	0,0	1		

Principaux produits exportés par l'UE en 2009-2011			Conditions d'accès aux marchés d'importation de Maurice			
N° du SH et désignation du produit		Part des exportations mondiales (%)	NPF 2012			Nombre de lignes en franchise de droits au titre de l'Accord 2013
			Taux NPF appliqué moyen (%)	Nombre de lignes en franchise de droits	Nombre de lignes passibles de droits	
870899	Parties et accessoires, pour tracteurs, véhicules automobiles pour le transport de 10 personnes ou plus, voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes, véhicules automobiles conçus pour le transport de marchandises et véhicules automobiles à usages spéciaux, n.d.a.	0,7	10,0	2	1	1
880330	- Autres parties d'avions ou d'hélicoptères	0,7	0,0	1		
851712	-- Téléphones pour réseaux cellulaires et pour autres réseaux sans fil	0,7	0,0	1		
848180	- Autres articles de robinetterie et organes similaires	0,6	0,0	1		
841112	-- D'une poussée excédant 25 kN	0,6	0,0	1		
710812	-- Sous autres formes brutes	0,5	0,0	1		
711319	-- En autres métaux précieux, même revêtus, plaqués ou doublés de métaux précieux	0,5	0,0	2		
851770	Parties de postes téléphoniques d'usagers, de téléphones pour réseaux cellulaires et pour autres réseaux sans fil et d'autres appareils pour l'émission, la transmission ou la réception de la voix, d'images ou d'autres données, n.d.a.	0,4	0,0	1		
901890	- Autres instruments et appareils	0,4	0,0	1		
854231	-- Processeurs et contrôleurs, même combinés avec des mémoires, des convertisseurs, des circuits logiques, des amplificateurs, des horloges, des circuits de synchronisation ou d'autres circuits	0,4	0,0	1		
851762	-- Appareils pour la réception, la conversion et la transmission ou la régénération de la voix, d'images ou d'autres données, y compris les appareils de commutation et de routage	0,4	0,0	1		
293399	Composés hétérocycliques à hétéroatome[s] d'azote exclusivement	0,4	0,0	1		
847330	- Parties et accessoires des machines du n° 84.71	0,4	0,0	1		
	Total	25,2		75	1	1

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2012.

Source: Estimations de l'OMC d'après les données communiquées par les autorités de Maurice et Eurostat.

Tableau A1.12 Seychelles: possibilités d'accès aux marchés au titre de l'Accord pour les 25 principaux produits exportés par l'UE

Principaux produits exportés par l'UE en 2010-2012		Conditions d'accès aux marchés d'importation des Seychelles					
N° du SH et désignation du produit	Part des exportations mondiales (%)	NPF 2013			Nombre de lignes en franchise de droits au titre de l'Accord		Restent passibles de droits
		Taux NPF appliqué moyen (%)	Nombre de lignes en franchise de droits	Nombre de lignes passibles de droits	2013	2017	
300490	Médicaments constitués par des produits mélangés ou non mélangés, préparés à des fins thérapeutiques ou prophylactiques, présentés sous forme de doses	3,6	0,0	1			
271019	Huiles moyennes et préparations de pétrole ou minéraux bitumineux, n.d.a.	3,0	4,5	10	10		

Principaux produits exportés par l'UE en 2010-2012			Conditions d'accès aux marchés d'importation des Seychelles					
N° du SH et désignation du produit		Part des exportations mondiales (%)	NPF 2013			Nombre de lignes en franchise de droits au titre de l'Accord		Restent passibles de droits
			Taux NPF appliqué moyen (%)	Nombre de lignes en franchise de droits	Nombre de lignes passibles de droits	2013	2017	
870323	-- D'une cylindrée excédant 1 500 cm ³ mais n'excédant pas 3 000 cm ³	2,8	16,0	3	12			12
271011	-- Huiles légères et préparations	2,5	2,0	1	1	1		
880240	- Avions et autres véhicules aériens, d'un poids à vide excédant 15 000 kg	1,9	0,0	1				
870324	-- D'une cylindrée excédant 3 000 cm ³	1,7	16,0	1	4			4
710813	-- Sous autres formes mi-ouvrées	0,9	0,0	1				
870332	-- D'une cylindrée excédant 1 500 cm ³ mais n'excédant pas 2 500 cm ³	0,9	16,3	3	9			9
710231	-- Bruts ou simplement sciés, clivés ou débrutés	0,8	0,0	1				
870899	Parties et accessoires, pour tracteurs, véhicules automobiles pour le transport de 10 personnes ou plus, voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes, véhicules automobiles conçus pour le transport de marchandises et véhicules automobiles à usages spéciaux, n.d.a.	0,7	100,0	2	2		2	
841191	-- De turboréacteurs ou de turbopropulseurs	0,7	0,0	1				
880330	- Autres parties d'avions ou d'hélicoptères	0,7	0,0	1				
851712	-- Téléphones pour réseaux cellulaires et pour autres réseaux sans fil	0,7	0,0	1				
710812	-- Sous autres formes brutes	0,6	0,0	1				
300210	- Antisérums, autres fractions du sang et produits immunologiques modifiés, même obtenus par voie biotechnologique	0,6	0,0	1				
841112	-- D'une poussée excédant 25 kN	0,6	0,0	1				
848180	- Autres articles de robinetterie et organes similaires	0,5	0,0	1				
711319	-- En autres métaux précieux, même revêtus, plaqués ou doublés de métaux précieux	0,5	0,0	1				
847989	Machines et appareils mécaniques, n.d.a.	0,5	0,0	1				
300220	- Vaccins pour la médecine humaine	0,4	0,0	1				
901890	- Autres instruments et appareils	0,4	0,0	1				
870840	- Boîtes de vitesses et leurs parties	0,4	0,0	1				
851762	-- Appareils pour la réception, la conversion et la transmission ou la régénération de la voix, d'images ou d'autres données, y compris les appareils de commutation et de routage	0,4	0,0	1				
848620	- Machines et appareils pour la fabrication de dispositifs à semi-conducteur ou des circuits intégrés électroniques	0,4	0,0	1				
220421	-- En récipients d'une contenance n'excédant pas 2 l	0,4	0,0	4				
Total		26,6		32	38	11	2	25

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2007.

Source: Estimations de l'OMC d'après les données communiquées par les autorités des Seychelles et Eurostat.

Tableau A1.13 Zimbabwe: possibilités d'accès au marché au titre de l'Accord pour les 25 principaux produits exportés par l'UE

Principaux produits exportés par l'UE en 2014-2016		Conditions d'accès aux marchés d'importation du Zimbabwe						
N° du SH et désignation du produit		Part des exportations mondiales (%)	MFN 2012			Nombre de lignes en franchise de droits au titre de l'Accord		Restent passibles de droits
			Taux NPF appliqué moyen (%)	Nombre de lignes en franchise de droits	Nombre de lignes passibles de droits	2012	2022	
300490	Médicaments constitués par des produits mélangés ou non mélangés, préparés à des fins thérapeutiques ou prophylactiques, présentés sous forme de doses "y compris ceux destinés à être administrés par voie percutanée" ou conditionnés pour la vente au détail	3,8	6,7	1	2	1	1	
870323	Voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes, y compris les voitures du type "break" et les voitures de course, moteur à piston alternatif à allumage par étincelles d'une cylindrée excédant 1 500 cm³ mais n'excédant pas 3 000 cm³	3,7	35,0		6			6
880240	Avions et autres véhicules aériens, d'un poids à vide excédant 15 000 kg	2,6	2,5	1	1	1		
271019	Huiles moyennes et préparations de pétrole ou minéraux bitumineux, ne contenant pas de biodiesel, n.d.a.	2,2	9,2	2	4		4	
271012	Huiles légères et préparations	1,9	10,8	1	5			5
710813	Or, y compris l'or platiné, sous formes mi-ouvrées, à usages non monétaires	1,5	15,0		1	1		
870324	Voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes, D'une cylindrée excédant 3 000 cm³	1,4	35,0		3			3
300210	Antisérums, autres fractions du sang et produits immunologiques, même modifiés ou obtenus par voie biotechnologique	1,1	0,0	1				
870332	Voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes, D'une cylindrée excédant 1 500 cm³ mais n'excédant pas 2 500 cm³	1,0	35,0		6			6
841112	Turboréacteurs D'une poussée excédant 25 kN	0,8	5,0		1	1		
880330	Autres parties d'avions ou d'hélicoptères	0,7	2,5	1	1	1		
841191	Parties de turboréacteurs ou de turbopropulseurs, n.d.a.	0,7	5,0		1		1	
710231	Diamants non industriels, bruts ou simplement sciés, clivés ou débrutés	0,6	5,0		1			1
711319	Articles de bijouterie ou de joaillerie et leurs parties, en métaux précieux autres que l'argent, même revêtus, plaqués ou doublés de métaux précieux	0,6	27,5		2			2
870899	Parties et accessoires pour tracteurs, véhicules automobiles pour le transport de 10 personnes ou plus, voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes, véhicules automobiles conçus pour le transport de marchandises et véhicules automobiles à usages spéciaux, n.d.a.	0,6	7,5		2			2
848180	Autres articles de robinetterie et organes similaires	0,6	22,5		2		2	
870840	Boîtes de vitesses et leurs parties	0,5	7,5		2	2		
851762	Appareils pour la réception, la conversion et l'émission, la transmission ou la régénération de la voix, d'images ou d'autres données, y compris les appareils de commutation et de routage	0,5	0,0	1				
300220	Vaccins pour la médecine humaine	0,5	0,0	1				

Principaux produits exportés par l'UE en 2014-2016			Conditions d'accès aux marchés d'importation du Zimbabwe					
N° du SH et désignation du produit		Part des exportations mondiales (%)	MFN 2012			Nombre de lignes en franchise de droits au titre de l'Accord		Restent passibles de droits
			Taux NPF appliqué moyen (%)	Nombre de lignes en franchise de droits	Nombre de lignes passibles de droits	2012	2022	
870322	Voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes, y compris les voitures du type "break" et les voitures de course, D'une cylindrée excédant 1 000 cm ³ mais n'excédant pas 1 500 cm ³	0,5	30,0		3			3
853710	Tableaux, armoires et combinaisons similaires d'appareils pour la commande ou la distribution électrique, pour une tension n'excédant pas 1 000 V	0,5	20,0		1			1
854231	Circuits intégrés électroniques tels que processeurs et contrôleurs, même combinés avec des mémoires, des convertisseurs, des circuits logiques, des amplificateurs, des horloges, des circuits de synchronisation ou d'autres circuits	0,5	10,0		1	1		
901890	Instruments et appareils pour la médecine, la chirurgie ou l'art vétérinaire, n.d.a.	0,5	0,0	1				
847989	Machines et appareils mécaniques, n.d.a.	0,4	2,5	1	1		1	
710812	Or, y compris l'or platiné, sous formes brutes, à usage non monétaire	0,4	5,0		1			1
Total		28,2		11	47	8	9	30

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2012.

Source: Estimations de l'OMC d'après les données communiquées par les autorités du Zimbabwe et Eurostat.